

**Facilitation des procédures d'accès au
Fonds de pension alimentaire :
La décision du Président de la
République saluée**



P.04

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3491 Jeudi 06 Avril 2023 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

**Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz**

Importation :

Les opérateurs invités à retirer les licences d'importation

P.05



GOVERNEMENT



**RÉUNION DU GOUVERNEMENT :
Plusieurs secteurs
examinés**

P.03

ANNABA



Photos Nassir Merati

**CHAIBA :
Un arbre tombe sur le
toit d'un bidonville**

P.06



Annaba

Les vieux bus circulent encore ; l'anarchie règne

P.06

L'Algérie condamne la prise d'assaut de la mosquée Al-Aqsa par l'autorité d'occupation israélienne

L'Algérie a condamné dans les termes les plus fermes la prise d'assaut de la mosquée Al-Aqsa par l'autorité d'occupation israélienne et les agressions contre les fidèles et les défenseurs de la mosquée, a indiqué mercredi un communiqué de la Présidence de la République.

"L'Algérie condamne dans les termes les plus fermes la prise d'assaut de la mosquée Al-Aqsa par l'autorité d'occupation

israélienne et les agressions contre les fidèles et les défenseurs de la mosquée. Ces pratiques criminelles barbares constituent une agression manifeste contre les lieux sacrés et une violation flagrante de toutes les lois et règles internationales", lit-on dans le communiqué.

"L'Algérie appelle la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, à assumer ses responsabilités pour mettre fin à ces pratiques

criminelles qui constituent une grave escalade et une provocation pour tous les musulmans, notamment en ce mois sacré", selon la même source qui ajoute que l'Algérie "réaffirme sa position constante en faveur de la cause palestinienne juste et du droit du peuple palestinien frère à l'établissement de son Etat indépendant avec El-Qods comme capitale". (A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire).



Le Conseil de la nation fixe le calendrier des séances plénières pour la période du 10 au 13 avril

Le Bureau du Conseil de la nation a fixé, mercredi, le calendrier de ses séances plénières pour la période allant du 10 au 13 avril, indique un communiqué du Conseil.

Le Bureau du Conseil de la nation qui a tenu une réunion élargie aux présidents des groupes parlementaires et au questeur, sous la présidence de M. Salah Goudjil, président du Conseil, a examiné le calendrier des travaux pour la période s'étalant du 10 au 13 avril et étudié l'état des questions orales et écrites déposées à son niveau, précise le communiqué. Cette période sera consacrée à l'étude et au débat du texte de loi organique relatif à l'information, du texte de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains, ainsi qu'au texte de loi modifiant et complétant la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes.

Il a été décidé, à ce propos, la reprise des séances plénières à partir de la matinée du lundi 10 avril jusqu'au jeudi 13 avril, date de l'adoption de ces trois textes de loi.

S'agissant des questions orales et écrites, le Bureau du Conseil de la nation a décidé de les transférer au gouvernement, car remplissant



les conditions réglementaires requises, relève le communiqué, ajoutant que le Bureau a également étudié et statué sur "une demande qui lui a été soumise et relative la désignation d'un membre du Conseil de la nation au Conseil scientifique et technique de l'Agence nationale de la numérisation en santé".

Après l'ouverture des travaux, le Bureau a salué "les instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, tenue le

dimanche 2 avril, relative à la révision à la hausse de la pension de solidarité allouée aux familles nécessiteuses, afin de leur permettre de préserver leur dignité, en sus des consignes judicieuses liées à la dimension économique et à la généralisation de la numérisation notamment dans le secteur financier et bancaire".

Il a également rendu hommage au "renouveau de la diplomatie algérienne suite à la nouvelle orientation qui lui a été conférée, dans le cadre d'une vision précise et pragmatique de changement, ce

qui lui a permis de reconquérir la place qui est sienne sur la scène internationale".

Il a, en outre, salué le contenu du discours du président Tebboune, lors du débat de haut niveau du Conseil de sécurité de l'ONU, à la fin du mois écoulé, ainsi que "les efforts incessants de l'Algérie pour soutenir les pays voisins et les pays du continent africain dans leur lutte contre le fléau du terrorisme transnational odieux et de l'extrémisme violent de manière à permettre aux pays du continent de s'organiser et d'établir

une stratégie susceptible de réaliser le développement durable auquel il aspire".

D'autre part, et suite à l'approbation de la loi fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et du Gouvernement, M. Goudjil" a instruit, le 29 mars dernier, le groupe chargé d'examiner et de réviser les dispositions qui doivent être amendées dans le règlement intérieur du Conseil aux fins de les mettre en conformité avec la Constitution du 1er novembre 2020", note la même source.

Il a également exhorté les membres de ce groupe à "faire preuve d'engagement et de s'atteler à cette tâche de manière à soumettre le texte du règlement intérieur amendé au Bureau dans les meilleurs délais et à faire preuve de rigueur dans la formulation de ses clauses de manière à clarifier les tâches et les responsabilités du membre du Conseil de la nation, conformément à la position que l'institution occupe dans la hiérarchie institutionnelle du pays dans un cadre collectif et avec une méthodologie consultative".

Arkab reçoit le vice-président du groupe chinois d'ingénierie chimique CNCEC



Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, mardi, une délégation du groupe national d'ingénierie chimique de Chine (CNCEC), conduite par son vice-président, Wu Xiangong, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue le dossier du partenariat entre, d'un côté, le Holding chinois et ses filiales, et de l'autre, le groupe Sonatrach,

le groupe ASMIDAL et le groupe Manadjim El Djazair (MANAL), portant sur le Projet Phosphates Intégré (PPI) et les projets d'infrastructures y afférents, ajoute la même source.

La rencontre s'est déroulée en présence du Président-directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, du PDG du groupe Manadjim El Djazair, du PDG du groupe ASMIDAL, et de cadres du ministère.

M. Arkab a, en outre, mis en exergue "l'importance de ce projet, à travers Sonatrach, Manadjim El Djazair et ASMIDAL, dans la valorisation des ressources minérales créatrices de richesse, ainsi que dans la fourniture des matières premières des différentes industries notamment manufacturières, en plus de celles à forte valeur ajoutée, soulignant l'importance de l'échange d'expertises, du transfert de la technologie et de la formation".

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia Abdelaziz,
rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustra-
tion adressés ou remis
à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
feront l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Réunion du Gouvernement : Plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi, une réunion du Gouvernement qui a été consacrée à l'examen de projets de décrets exécutifs et la présentation de communications concernant plusieurs secteurs, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi 5 avril 2023, une réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement. Lors de sa réunion hebdomadaire, le Gouvernement a examiné les points suivants :

Dans le domaine des start-up et des micro-entreprises:

Le Gouvernement a examiné trois projets de décrets exécutifs, présentés par le ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises, fixant : (i) - l'organisation et le fonctionnement de l'agence nationale de l'auto-entrepreneur, (ii) - la liste des activités éligibles au statut de l'auto-entrepreneur et les modalités d'inscription au registre national de l'auto-entrepreneur et (iii)- le modèle de la carte de l'auto-entrepreneur. Ces projets de décrets exécutifs s'inscrivent dans le cadre de la



mise œuvre des dispositions de la loi n 22-23 du 18 décembre 2022 portant statut de l'auto-entrepreneur.

Ainsi, le premier projet de décret exécutif, fixant l'organisation et le fonctionnement de l'agence nationale de l'auto-entrepreneur, a pour objet de créer un établissement public à caractère administratif, dénommé "agence nationale de l'auto-entrepreneur", placée sous la tutelle du ministre chargé des start-up.

La création de cette agence vise à contribuer à la régulation des nouvelles activités économiques, notamment dans le numérique et à développer l'esprit entrepreneurial en facilitant l'accès des jeunes à l'auto-emploi et en favorisant leur intégration dans l'économie formelle. Elle sera notamment chargée de la mise

en place et de la gestion du registre national de l'auto-entrepreneur à travers la plateforme électronique d'inscription créée à cet effet.

Le deuxième projet de décret exécutif, fixant la liste des activités éligibles au statut de l'auto-entrepreneur et les modalités d'inscription au registre national de l'auto-entrepreneur, a pour objet la création, auprès de l'agence nationale de l'auto-entrepreneur, du comité des activités de l'auto-entrepreneur, chargé de la gestion de la liste des activités afin d'émettre un avis et de formuler des propositions et recommandations concernant les activités individuelles éligibles.

L'inscription au registre national de l'auto-entrepreneur s'opère à travers une plateforme numérique interopérable permettant la délivrance d'une carte d'auto-

entrepreneur portant un numéro d'immatriculation national unique.

Enfin, le troisième projet de décret exécutif vise à fixer le modèle de la carte de l'auto-entrepreneur qui est confectionnée électroniquement conformément aux normes techniques en vigueur.

Dans le domaine du commerce et de la promotion des exportations:

Le Gouvernement a entendu une communication commune présentée par le ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger et le ministre du commerce et de la promotion des exportations sur le déploiement de la société algérienne des foires et exportations (SAFEX) à l'étranger.

Les représentations de la SAFEX auront pour mission essentielle, dans une première étape, la promotion du produit national et des exportations hors hydrocarbures dans certains pays africains.

Dans le domaine de l'énergie:

Le Gouvernement a entendu une communication du ministre de l'énergie et des mines relative aux perspectives de développement de la production nationale gazière. A ce titre, une rétrospective sur

l'exploitation du gaz naturel en Algérie a été présentée, ayant mis en exergue les efforts consentis par l'Etat pour assurer un rythme de production garantissant la sécurité des approvisionnements du marché national en gaz naturel et de maintenir un niveau d'exportation permettant la satisfaction des demandes extérieures.

Enfin, dans le domaine de l'enseignement supérieur:

Le Gouvernement a entendu une communication du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique sur les projets de création de deux (2) écoles nationales supérieures.

Ils'agit ainsi des projets de création de l'école nationale supérieure de la nano et nanotechnologie et de l'école nationale supérieure de la technologie des systèmes autonomes.

L'objectif principal est de développer et moderniser le pôle technologique de Sidi Abdallah et le hisser au rang de pôle d'excellence en matière de formation supérieure et ce, par la création de ces écoles ayant une vocation de formation de haute qualification à caractère multisectoriel".

Finances :

Le processus de création de trois banques en France et en Afrique avance

Le processus d'ouverture de succursales de banques publiques algériennes à l'étranger, à commencer par une banque en France et deux banques en Afrique, connaît une avancée, a indiqué mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN) le ministre des Finances, Laziz Faïd.

Lors d'une plénière consacrée aux réponses aux préoccupations des députés concernant le projet de loi monétaire et bancaire, M. Faïd a précisé, à propos de l'ouverture de banques algériennes à l'étranger, que "l'ouverture de banques publiques à l'étranger, notamment en Afrique subsaharienne et en France, revêt un caractère géostratégique pour l'Etat algérien, tant sur le plan politique qu'économique".

A cet égard, il a souligné que ce déploiement était planifié dans le Programme du gouvernement, rappelant que la Banque extérieure d'Algérie (BEA) s'employait à créer une succursale en France en plus de l'ouverture de deux banques en Afrique (Sénégal et

Mauritanie) par quatre banques publiques, à savoir la Banque nationale d'Algérie (BNA), le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), outre la Banque extérieure d'Algérie (BEA).

Sur l'état d'avancement des projets d'ouverture de ces trois banques, le ministre a fait savoir que concernant l'ouverture d'une banque en France (sous l'appellation de Banque extérieure d'Algérie internationale), "la Banque extérieure d'Algérie suit les démarches pour l'obtention de l'agrément en France, notamment celles liées à la mise en place d'un système d'information chargé de préparer et de déposer la demande d'agrément auprès d'un bureau international", soulignant que l'agrément sera obtenu au cours du "premier semestre 2023".

"La première agence sera installée au niveau de l'ancien Consulat général à Paris. Le contrat a été signé, et les travaux d'équipement seront parachevés début mars 2023", a-t-il ajouté.



Concernant l'implantation d'une banque en Mauritanie (sous l'appellation Algerian Union Bank), M. Faïd a précisé que le dossier d'agrément de cette banque a été déposé début mars 2023" et qu'il sera "complété suivant la progression de l'étude du bureau désigné à cet effet". Il est prévu, selon le ministre, de "lancer Algerian Union Bank en

septembre 2023 au plus tard, en tenant compte de la progression de l'étude du bureau et des délais de traitement du dossier requis par l'autorité monétaire mauritanienne".

S'agissant de l'implantation d'une banque algérienne au Sénégal (Algerian bank of Senegal), le premier responsable du secteur a fait savoir que le

dossier d'agrément a été déposé le 19 janvier dernier auprès des autorités monétaires du Sénégal. Et d'ajouter que le lancement de la banque est prévu "au premier semestre de l'année 2023", au vu des délais incompressibles de traitement réglementaire du dossier d'agrément (fixés à trois mois).

FACILITATION DES PROCÉDURES D'ACCÈS AU FONDS DE PENSION ALIMENTAIRE: La décision du Président de la République saluée

Des juristes ont salué, lundi, la décision du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune concernant la révision du projet de loi portant mesures pour l'obtention de la pension alimentaire par les femmes divorcées et la facilitation des procédures d'accès à cette pension.

Dans ce cadre, l'avocate et consultante juridique, Khadidja Messlem a salué la décision du Président Tebboune relative à la révision de ce projet de loi et son enrichissement, rappelant que ce texte a connu "plusieurs obstacles causés par des procédures administratives complexes".

Elle a mis l'accent, dans ce cadre, sur l'importance de trouver un mécanisme légal "efficace et efficient" pour la gestion du Fond et la facilitation des procédures "pour un accès avec dignité et dans les meilleures conditions". Me. Meslam a relevé que

les procédures actuelles sont "difficiles et couteuses" pour une femme divorcée en raison des documents constituant le dossier d'accès, ainsi que le recours de l'administration à une enquête sur les dossiers des bénéficiaires et l'état civil après les cas d'escroquerie.

Elle a recommandé, à ce propos, l'allègement des procédures légales à travers l'adoption d'un dossier de base unique et le renouvellement de l'attestation de vie et l'état civil, outre la création d'annexes de ce Fond en vue de permettre à la femme jouissant du droit de garde d'obtenir cette pension de manière "plus efficace et moins couteuse".

Aussi, a-t-elle appelé au lancement d'une réflexion sur des "procédures alternatives pour aider la femme divorcée jouissant du droit de garde en lui assurant un poste de travail ou une aide pour la création d'un projet".



Plus explicite, le bâtonnier de l'ordre des avocats de Blida, Hamoud Abdallah a estimé que le président de la République s'est référé dans sa décision "à plusieurs données dont la protection de l'enfant victime du divorce en prenant en compte son éducation dans de bonnes conditions".

Il a souligné que la révision du projet de loi et le placement du fonds sous la tutelle du ministère de la Justice permettront de "garantir une gestion efficace de la pension alimentaire", relevant que le pouvoir judiciaire se veut "la plus haute autorité de contrôle et par conséquent la gestion du fonds se fera avec davantage de sérieux".

Le président de la chambre

régionale centre des huissiers de justice, Fouad Aissani a pour sa part, indiqué que l'huissier de justice, en tant que partie d'exécution des décisions de justice "fait face à plusieurs problèmes quant à l'exécution des décisions de justice liées à la pension alimentaire en raison des procédures complexes notamment le renvoi du dossier à l'instance chargée auparavant (ministère de la Solidarité), ce qui provoque la lenteur de traitement des dossiers allant jusqu'à 3 ans".

Il a cité, en outre, l'ignorance de ces procédures par la plupart des femmes divorcées et des mécanismes compliqués pour verser cette pension sur le compte de la femme à laquelle

est attribuée la garde.

Il a jugé important à ce que les instructions du président de la République soient une opportunité pour faciliter les procédures, tout en saluant le placement du fonds sous la tutelle du ministère de la Justice qui est "l'autorité ayant rendu les décisions de justice et au vu de sa parfaite connaissance de l'importance de la pension alimentaire et l'obligation de la recouvrer".

Créé en vertu de la loi 15-01, le fonds de la pension alimentaire se veut un des mécanismes juridiques visant à assurer l'exécution de la décision de justice ordonnant le versement de la pension alimentaire à la femme divorcée et à l'enfant gardé et partant, protéger les droits fondamentaux de l'enfant en cas de divorce de ses parents et lui assurer une vie digne ainsi qu'à la femme à laquelle est attribuée la garde.

Accompagner la femme au foyer productrice pour assurer une autosuffisance financière

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou a souligné mardi à Ghardaïa la nécessité de soutenir la femme au foyer productrice pour lui assurer une autosuffisance financière.

S'exprimant lors d'une visite dans la région, Mme Krikou, a appelé à "soutenir et d'accompagner la femme au foyer productrice pour lui assurer une autosuffisance financière et subvenir ainsi aux besoins de sa famille."

La ministre a, à cette occasion, mis en avant l'importance de la femme à assumer un rôle essentiel dans la société et



participer au développement socio-économique, précisant que les pouvoirs publics s'attellent à accompagner les initiatives visant à créer de la richesse et de l'emploi pour la femme au foyer. En visitant un atelier de confection dédié exclusivement aux femmes veuves et

filles orpheline suite à un cofinancement d'une association caritative d'accompagnement des orphelins et l'agence de développement sociale (ADS), la ministre s'est félicité de cette initiative qui vise à créer une ressource financière pour ces femmes en produisant du prêt à porter et les vendre afin d'assurer une autosuffisance financière et un revenu digne pour la femme.

Lors de sa visite d'une exposition des travaux de différentes associations féminines et autres caritatives au quartier périphérique de Bouhraoua, Mme Krikou s'est félicité des élans de solidarité et du rôle de la société civile pour une prise en charge des personnes

vulnérables et démunies.

Une cinquantaine d'exposantes représentant des associations, des micro entreprises, ainsi que des artisanes ont mis en valeur des produits de l'artisanat locale variée allant de l'art culinaire, la poterie, articles en bois, la tapisserie et les produits du textile.

Le rôle des associations dans l'accompagnement de la femme productrice à travers des sessions de formation en coordination avec les directions de l'action sociale a été également souligné par la ministre, et ce dans le but d'aider la femme à développer sa vocation artisanale et l'accompagner pour créer sa propre micro-entreprise.

Mettant à profit sa visite à Ghardaïa, la ministre a donné le coup d'envoi d'une caravane de sensibilisation sur la lutte contre le gaspillage dans toutes ses formes notamment alimentaire durant le mois de Ramadhan.

Accompagnée par le wali de Ghardaïa, Abdellah Abinour, Mme Krikou a au terme de sa visite, inspecté les travaux des personnes aux besoins spécifiques dans la commune de Daya Ben Dahoua (nord de la wilaya), affirmant à l'occasion que les pouvoirs publics déploient des efforts considérables pour la prise en charge des besoins des femmes aux foyers ainsi que les personnes aux besoins spécifiques.

Une campagne sur les dangers d'internet pour les enfants

La Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), en coordination avec le Commandement de la Gendarmerie nationale, lancera, à partir de mardi, une campagne nationale conjointe de sensibilisation aux dangers de la mauvaise utilisation d'internet par les enfants, a indiqué lundi un communiqué de la DGSN.

Cette campagne de sensibilisation, organisée

sous le slogan "Ensemble pour protéger nos enfants", entre dans le cadre de la coordination opérationnelle entre la Direction générale de la Sécurité nationale et le Commandement de la Gendarmerie nationale, a précisé le communiqué.

La campagne prévoit "des activités sur le terrain à travers les 58 wilayas visant essentiellement à sensibiliser les parents aux dangers de la mauvaise utilisation

d'internet et des réseaux sociaux" par les enfants, selon la même source, qui souligne que les services de sécurité "ont enregistré plusieurs affaires où des mineurs ont été exploités et entraînés dans la délinquance via internet".

Les médias nationaux publics et privés et les établissements d'enseignement seront associés à cette campagne de sensibilisation, a indiqué



Importation : Les opérateurs invités à retirer les licences d'importation

Le ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations a invité, mardi dans un communiqué, les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation des matières premières et des marchandises destinés à la revente en l'état, à retirer les licences d'importation, à partir de mercredi, via la plateforme numérique dédiée à cet effet.

“Le téléchargement des licences d'importation se fera à partir de mercredi 05 avril 2023. Les opérateurs peuvent procéder à la domiciliation bancaire de ces licences, à partir de lundi 10 avril 2023, en vue de parachever les procédures d'importation”, lit-on dans le communiqué.

Le ministère du Commerce et de

la Promotion des exportations porte à la connaissance de l'ensemble des opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation des matières premières et des marchandises destinées à la revente en l'état, que le retrait des licences d'importation se fera via l'espace de l'utilisateur, à travers la plateforme numérique dédiée à cet effet <https://import.commerce.gov.dz>.

Pour le ministère, cette mesure intervient dans le cadre du “parachèvement des procédures administratives et de la facilitation des services et prestations pour les opérateurs économiques, au titre du nouveau plan d'action du ministère”.



Investissement : Prise de mesures pour faciliter l'octroi de crédits et lutter contre la bureaucratie



Le ministre des Finances, Laziz Faïd, a indiqué, mardi à Alger, que son secteur avait pris une batterie de mesures concernant l'octroi de crédits par les banques pour la promotion de l'investissement et la lutte contre la bureaucratie.

Cette déclaration a été faite lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée à l'examen du projet de loi monétaire et bancaire, présidée par le vice-président de la chambre basse du Parlement, Ghali Lansari, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Concernant “la bureaucratie dans les banques, les conditions rigoureuses pour l'octroi des crédits ainsi que les quotes-parts de financement qui ne favorisent pas l'investissement”, le ministre a répondu que “les banques commerciales notamment publiques qui financent

principalement l'économie et l'investissement ont octroyé plus de 11.000 mds DA de crédits fin 2022 dont 75% destinés à l'investissement et 55% au secteur privé”.

Conformément aux instructions du ministère des Finances, la durée de traitement des dossiers de crédit a été réduite à un mois au maximum, tous types de crédits confondus”, a ajouté M. Faïd.

Les banques ont lancé des projets permettant la numérisation des demandes de crédits et la mise en place d'un système de suivi à distance par internet des demandes, d'après le ministre.

Pour ce qui est des quotes-parts de financement, le ministre des Finances a expliqué qu'ils diffèrent d'une banque à l'autre, tout dépend de la rentabilité du projet et des garanties offertes. S'agissant de la situation des projets gelés, le ministre a indiqué

qu'à la faveur “de l'évolution positive des ressources financières de la trésorerie publique, les pouvoirs publics ont décidé de lever le gel sur les projets à priorité sectorielle ou régionale”. Selon la situation jusqu'au 23 mars 2023, l'autorisation de programme global concernée par la levée de gel, s'élève à 346 milliards de DA et ce pour la réalisation de 550 projets publics. Le taux de levée du gel est de 23 % par rapport à la totalité des opérations concernées par le gel. Concernant la commission de stabilité financière, le ministre a rappelé que cette commission responsable du contrôle préventif global et la gestion des crises, est composée de représentants de haut niveau des établissements financiers non bancaires et de représentants du ministère des Finances et du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, en sus des directeurs

exécutifs de la banque d'Algérie. Il est recommandé de doter cette commission de compétences professionnelles représentant les secteurs concernés directement par la supervision des risques et la prévention des crises financières. Sur la problématique liée à la présidence par le gouverneur des différentes commissions à l'image de la commission de la stabilité financière et la commission nationale du paiement, il a affirmé que ces commissions demeurent “indépendantes” dans la prise de décision car elles sont composées de représentants de tous les secteurs concernés par les affaires de supervision, de stabilité financière et de paiement. Concernant l'ouverture des bureaux de change, le ministre a affirmé que la Banque d'Algérie est en train de mettre en place les textes réglementaires relatifs à la création et au fonctionnement de ces bureaux qui seront prêts dès

que la loi sur la monnaie et le crédit entrera en vigueur, ajoutant que ces bureaux pourront être ouverts dans différents points stratégiques (aéroports, ports, zones touristiques), et à travers les différentes villes et wilayas pour attirer les devises, tout en révisant la marge bénéficiaire de ces bureaux.

En ce qui concerne l'augmentation de l'allocation touristique, le ministre a fait savoir qu'une étude “est en cours de réalisation par la Banque d'Algérie à cet égard”.

S'agissant de la protection des gestionnaires, M. Faïd a indiqué que la protection des banquiers et des institutions financières, notamment en ce qui a trait aux sanctions découlant des procédures administratives relatives à l'octroi de prêts, “est garantie dans le cadre du nouveau projet de loi”.

Pour ce qui est du rôle de la Banque d'Algérie dans la stabilité des prix, il a souligné que “l'inflation est due, actuellement, à des raisons non monétaires et à des facteurs exogènes multiples comme les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie de Covid-19, qui ont entraîné une pénurie de certains produits et une augmentation des prix des produits disponibles, ainsi qu'une demande accrue dans certains secteurs, entraînant une hausse des prix”.

Il a en outre affirmé que “la gestion de l'inflation est un défi complexe et que les banques centrales disposent d'outils limités pour la maîtriser”.

ALLOCATION TOURISTIQUE : Les Algériens doivent se contenter de "95 euros"



Les Algériens qui ont décidé de voyager à l'étranger doivent se contenter d'une allocation « touristique » de 95 euros. La contre-valeur de 15.000 DA échangés par les banques. Un montant dérisoire quand on sait que nos voisins tunisiens et marocains, accordent à leurs citoyens un droit au change annuel respectivement de 3000 et 4000 euros. Ils ont en outre la faculté de cumuler ce montant sur deux ans ou de le fractionner pour plusieurs sorties. A noter également que l'allocation touristique, n'est pas accordée aussi facilement qu'on peut le penser. Et pour cause, beaucoup d'Algériens ont recours à cette monnaie pour la transférer vers des banques d'outre-mer en vue de les faire parvenir à leur enfants en situations d'étudiants dans des universités ou un parent pour soins à l'étranger. Un des citoyens a déclaré que chaque année, il fait le change pour ensuite l'envoyer à son fils, le hic c'est que cette

année les banques ont refusé d'accorder le change. Ce dernier aurait insisté auprès du responsable de cette banque évoquant son droit à l'allocation touristique car le change de l'euro sur le marché parallèle ne l'arrange pas.

Les banques trouvent souvent un moyen d'éviter d'octroyer cette allocation sous prétexte d'un manque de devises fortes au niveau des agences. Du coup, le citoyen se voit dans l'obligation de faire le tour de toutes les banques pour espérer peut-être avoir son allocation (95 euro ou 100 euros cela dépend du taux de change en cours). Malheureusement, certaines banques refusent d'octroyer ce pécule, qui demeure pourtant un droit à chaque citoyen. Les Algériens sont obligés à recourir au marché parallèle des devises et de payer plus cher pour effectuer des opérations de change.

ANNABA

Les vieux bus circulent encore : l'anarchie règne



TayebZgaoula

Les riverains de la plaine Ouest de la ville s'indignent encore de l'anarchie qui règne dans le transport commun et de voir encore des vieux bus dans un état lamentable qui désertent les lignes des cités sans aucun respect pour les voyageurs. Hier, ont constaté des bus dans un état lamentable circulés sans contrôle. Les transporteurs et leurs chauffeurs portent des tenues déplorables ne cherchant que le gain de l'argent sans plus. D'ailleurs certains

d'entre eux ignorent tout respect envers les passagers. Ils encaissent l'argent sans délivrer des tickets. Et quand vous le leur demandez, la réponse est claire "on n'a pas de tickets" ? Ce qui parfois entraînent des palabres sans aucun respect.

La question que se pose, A quand la modernisation du parc roulant de Annaba ? alors que dans d'autres wilayas, les vieux bus sont interdits de circuler et les employés sont respectueux.

ANNABA

Chaiba : Un arbre tombe sur le toit d'un bidonville



Nacer.Merati /photos : Nacer M

Des vents violents ont balayé la wilaya ces derniers jours causant des chutes d'arbres dans plusieurs quartiers. Les éléments de la Protection civile ont dû intervenir pour dégager ces obstacles. Selon notre source, « le vent a déraciné un arbre qui sont tombés sur le toit de deux bidonvilles à Chaiba, commune de Sidi Ammar. Malheureusement, ils ont pu rien faire pour l'enlèvement de l'arbre géant. Pour ce qui est des causes de cet incident, un



lieutenant a estimé qu'elles seraient liées à l'âge de l'arbre et sa fragilité face aux vents forts. Les habitants de ce bidonville, viennent d'exprimer à notre rédaction leur vif désappointement au sujet de la non-prise en considération de leur déplorable situation. « Nous voulons exposer au premier responsable les conditions désastreuses dans lesquelles nous vivons et les dangers qui nous guettent à chaque forte précipitation », souligne notre interlocuteur.

La police sensibilise les élèves sur les dangers de l'Internet



Imen.B

Une vaste campagne de sensibilisation sur les dangers de la mauvaise utilisation d'internet ciblant les scolarisés sera lancée à l'échelle nationale par la DGSN notamment au niveau de la wilaya d'Annaba a-t-on appris avant-hier auprès de ce corps constitué. S'inscrivant dans le cadre du travail de proximité des services de la police. Cette campagne de sensibilisation se poursuivra toute la semaine se focalisant sur l'utilisation optimale et sûre d'Internet et la prévention de son utilisation à des fins illégales, ainsi que des explications portant sur les méthodes et les procédures légales à suivre pour les victimes d'un crime électronique.

Cette campagne qui sera supervisée par

des cadres des brigades de lutte contre la cybercriminalité et celles de protection de l'enfance au niveau des Sûretés de wilayas, prévoit également des activités de sensibilisation au profit des enfants scolarisés et des stagiaires des centres de la formation et de l'enseignement professionnels, afin de mettre en évidence les dangers et les dommages qui peuvent résulter de l'usage négatif d'Internet. L'accent a été particulièrement mis sur les dangers que peuvent constituer certains réseaux sociaux ou des jeux en ligne, notamment ceux violents ou incitant à la violence ou même au suicide, a-t-on encore noté soulignant que de nombreux jeunes mal informés sur le danger de mort qui les guette peuvent s'adonner à des jeux néfastes.

EL TARF:**Plus de 1.000 comprimés psychotropes saisis et un dealer arrêté****S.F**

Malgré les campagnes de sensibilisation et le renforcement de l'appareil législatif, les saisies de drogues prennent des dimensions inégalées. En effet, un dealer a été arrêté par la police judiciaire de la sûreté de daïra d'El Kala. C'est sur la base d'informations que les policiers ont pu neutraliser cet individu. Munis d'un mandat de perquisition délivré par le Procureur de la république près le tribunal d'El Kala, les policiers, lors de la fouille du domicile du suspect, ont mis la main sur 1.000 comprimés psychotropes et près 10 millions de centimes. Déféré devant le tribunal d'El Kala, le mis en cause a

été placé sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près ce tribunal. Enfin, si en 2021, le nombre des psychotropes récupérés par les agents douaniers était de 1,4 million d'unités, l'année suivante, soit en 2022, le nombre des saisies a dépassé les 5,2 millions de psychotropes confisqués par les Douanes algériennes, en 2023 sera plus. La hausse du commerce illicite des psychotropes ainsi que du taux de consommation, constatée par les services des Douanes en 2022, est également signalée par les autres services de sécurité, respectivement par la Gendarmerie et la Sûreté nationale, les deux institutions de sécurité ont comptabilisé 15 millions de psychotropes saisis en 2022.

Actions humanitaires au profit des sdf: Poursuite des sorties de solidarité**Sara.Y**

Les sorties sur terrain au profit des personnes en difficulté et les sans-abris, s'enchaînent notamment au cours du mois béni du Ramadan visant à «donner chaud au cœur» et à fournir aide et hébergement aux SDF. Une sortie a été effectuée le 04 avril par les éléments de l'APC d'Annaba et la direction des services des actions sociales DAS, le croissant rouge, l'association caritative El Ghofrane d'Annaba, la direction de sûreté nationale, la protection civile, ont mis les bouchées doubles, ils ont ratissé tous les endroits de la commune d'Annaba dans le but d'aider cette tranche marginalisée et souffrante, et ce au niveau de la route nationale 44, la station de transport Sidi Ibrahim, Souidani Boudjemaa, la cité



Rym, le cour de révolution, l'avant-port la cafétéria Echaab, le jardin et la gare ferroviaire, la mosquée Errahmen, ainsi que d'autres lieux,

Les initiateurs de cette action humanitaire et de bienfaisance ont sillonné tous les endroits mentionnés où ils ont remis les couvertures à des personnes sans domicile fixe (SDF) aussi des colis pour les prémunir du froid.

ANNABA/**Les soirées ramadanesques sont de retour à Annaba****Imen.B**

Les soirées ramadanesques s'annoncent plus joyeuses cette année. Les familles se préparent à passer un mois de jeûne aux soirées ambiantes. L'ambiance ne rime pas avec les soucis. Après le ftour la ville d'Annaba change de couleur et retrouve la vivacité ramadanesque de jadis. Les habitudes ancestrales, religieuses, sociales et culturelles, ont repris le dessus des nuits du mois sacré. Les fidèles viennent de retrouver les mosquées pour le tarawih dans toute la wilaya. L'engouement est perceptible chez les fidèles. Dans un souci de veiller à la sécurité du public en cette période de grand rush notamment au niveau des plages, places publiques ou des soirées artistiques sont programmées, la



sûreté de la wilaya a mis en place un plan de vigilance consistant avec des moyens humains et matériels non négligeables. Les soirées ramadanesques ont fait leur grand retour! «Lema» en famille, sortie entre amis, soirée culturelle ou «saharate el doumine» (soirée de dominos dans les cafés des quartiers,) ont eu droit à toute la panoplie qui fait le charme de ce mois sacré. Celui de la «Rahma» (miséricorde), Maghfira (pardon), mais surtout de la culture par excellence.

Lutte contre la criminalité de la route: 121 motos contrôlées**Sara.Y**

Les éléments de la police ont enregistré depuis le premier jour du mois de ramadhan 12 infractions où 121 motos ont été contrôlées, 05 individus ont été saisis, et ce, pour manœuvres dangereuses ou spectaculaires, l'excès de vitesse, les dépassements dangereux, le non-respect du code de la route et surtout le non-port du casque sont les infractions les plus relevées, selon la police. En effet, les services de la sécurité routière viennent de déclarer la guerre contre les motards pour

les dangers et les atteintes à la quiétude publique dont ils se rendent régulièrement coupables. Force est de relever que la majorité des motos, notamment les grosses cylindrées, ne disposent ni de carte grise encore moins d'assurances de circulation. Paradoxalement, lors des points de contrôle, les propriétaires de ces motos ne sont souvent pas inquiétés, sauf s'ils sont impliqués dans des accidents de circulation graves ou mortels. Ce qui a poussé les services habilités à intervenir pour juguler le phénomène, d'une part, et préserver la santé et la quiétude du citoyen.

SAROUEL:**Réseau routier, l'urgence d'une prise en charge****Sara.Y**

Les habitants de la cité Sarouel de la commune d'El Bouni se plaignent de l'état déplorable des chaussées et de routes qui accusent un degré de déficit en matière d'entretien et de maintenance, les citoyens et les automobiles en particulier rencontrent d'énormes difficultés pour circuler sur la majorité des routes et ruelles, la circulation est devenue impossible, en raison de la vétusté des voies de circulation. Un état de dégradation avancé, caractérisé par des nids de poule, crevasses profondes, trottoirs défoncés, bordure de trottoir abimées, avaloirs démunis de couvercles, absence des programmes d'aménagement et de bitumage des routes et de rénovation,

malgré les maintes réclamations soulevées par les habitants de la cité mais en vain. Les résidents éprouvent d'énormes difficultés à emprunter les voies de circulation. Ils disent même craindre l'arrivée des pluies. «Déjà à sec, on n'arrive plus à emprunter ces ruelles, alors que doit-on imaginer lorsque les averses tomberont!». En sus de toutes ces énumérations, faudra signaler l'absence d'aménagement urbain et de bitumage des routes, malgré les maintes réclamations soulevées par les résidents de la cité, mais qui jusqu'à présent sont restées sans écho. A ce titre, les plaignants sollicitent l'intervention des autorités locales afin de remédier à toutes ces insuffisances.

MARCHÉ "RAHMA" À SKIKDA :

Une offre de poissons à prix compétitifs

Le marché "Rahma" ouvert à la place Aïssat Idir du centre-ville de Skikda assure une offre de poissons, commercialisés par la chambre de wilaya de la pêche et l'aquaculture et la coopérative locale "Nouvelle Algérie", à prix compétitifs accessibles aux citoyens durant le mois de ramadhan, a-t-on constaté Mercredi. Les stands de vente de poisson de ce marché suscitent un engouement considérable des skikdis qui sont des consommateurs passionnés de poissons utilisés pour la préparation de multiples délicieux plats durant le Ramadhan. Ce rush est surtout concentré sur le stand de vente de la dorade et le tilapia vendus respectivement aux prix compétitifs de 990 DA



et 550 DA le kilogramme par la chambre de wilaya de la pêche et l'aquaculture. Selon Adel Mansouri, directeur de cette chambre, cette initiative a assuré depuis le début du Ramadhan la disponibilité de plusieurs poissons en

permettant aux armateurs de navire de vendre directement leurs produits aux consommateurs, réduisant considérablement les marges de spéculation et offrant au citoyen des poissons frais à des prix raisonnables.

Exploitant deux navires, la coopérative "Nouvelle Algérie" propose plusieurs poissons à des prix étudiés dont la crevette cédée à 650 DA le kilogramme, a indiqué de son côté Mostefa Toufahi, membre de la coopérative

créée durant le mois de mars passé. Depuis le début du Ramadhan, la coopérative a écoulé directement du bateau au consommateur 600 kg de crevettes, très prisées par les skikdis qui l'utilisent surtout pour préparer la traditionnelle soupe "Chorba Frik" aux crevettes durant le Ramadhan, a ajouté Toufahi. Rencontré en train d'acheter la dorade, Othmane Boudessa (55 ans) a salué cette louable initiative qui lui a permis à trois reprises depuis l'avènement du Ramadhan d'acquérir des pièces de dorades qui étaient jusque-là vendues à des prix prohibitifs. Ce marché "m'a permis ainsi qu'à ma famille de savourer de nouveau ce poisson et de diversifier nos plats de ftour".

RAMADHAN À EL KALA:

L'échange d'assiettées, une tradition remise au goût du jour

L'échange d'assiettées durant le mois sacré de Ramadhan est une tradition qui se perpétue à El Meridima, un des plus anciens et plus grands quartiers de la ville frontalière d'El Kala, dans la wilaya d'El Tarf.

L'échange de mets entre voisins, proches, amis et connaissances constitue une des caractéristiques les plus louables des habitants de cette cité qui traduit leur attachement aux valeurs communautaires de solidarité et de convivialité, particulièrement durant ce mois de jeûne qui incite à la générosité et à la compassion. A quelques minutes de l'appel à la prière du Maghreb qui marque la fin du jeûne, El Meridima connaît des allers et retours intenses des enfants et des jeunes portant des plats à offrir aux habitants du voisinage. Une dynamique qui s'étend jusqu'aux immeubles des nouvelles cités résidentielles mitoyennes.

Les mères de familles tiennent particulièrement à cette tradition de partage et de bonté veillant à en assurer la transmission aux nouvelles générations, affirment, dans un déclaration à l'APS, des habitants de la cité. Par ces gestes simples, les



gens d'El Meridima tiennent à consolider les rapports de bon voisinage et à revitaliser les relations familiales au travers cette tradition d'échange d'assiettées tout le long du mois sacré, coutume héritée des parents et grands-parents, souligne Badis, un habitant de la cité, tout en précisant qu'"El Meloukhia" et le Couscous au lait et raisins secs sont les plus échangés entre les familles. Badis confie que, dès sa tendre enfance, il voyait sa mère envoyer un plat de f'tour à sa tante paternelle, tandis que leur propre table de f'tour recevait tous les jours un ou deux plats de la part de voisines.

De son côté, Messaoud, un ancien habitant de la cité El Meridima, a pris l'initiative d'assurer des plats f'tour quotidiens à certaines familles démunies du village El Melha, une des zones les plus sinistrées lors des incendies de l'été 2022. Il est assisté dans son action de solidarité par son épouse Fatima et ses deux fils, Mohamed et Saïd. Les habitants d'El Meridima sont unanimes à assurer que cette tradition amène les gens à se sentir proches les uns des autres et répand les sentiments de magnanimité et de bienveillance au sein de la communauté en dépit de la conjoncture difficile et

certaines formes de modernité qui font fi de cette tradition. Rabiha, 65 ans, affirme ressentir une "immense joie" à chaque fois que l'on frappe à sa porte, peu avant la rupture du jeûne, car sachant que c'est Tarek (son neveu) apportant sa part de Meloukhia. Pour Nouri Hou, journaliste intéressé par le patrimoine populaire, l'échange de plats durant le Ramadhan est une tradition visible surtout dans les vieux quartiers populaires. L'échange d'assiettées, a-t-il ajouté, "ne doit pas se limiter aux seuls voisins, mais doit s'étendre aux familles qui se trouvent dans le besoin que nous connaissons dans nos

quartiers sans qu'elles n'aient besoin d'exprimer leurs difficultés".

Selon Nouri, l'implication des enfants à cette pratique sociale de partage permet d'ancrer dans leurs esprits cette valeur et de garantir sa perpétuation. De son côté, Redouane Laathamna, imam de la mosquée Abdallah ibn Zoubeïr de la cité Meridima, précise que l'Islam recommande de faire montre de bonté envers le voisin et envers autrui. "Cette tradition concrétise cette valeur et renforce la cohésion sociale et les relations de bon voisinage et d'entraide", a-t-il soutenu.

A Jérusalem, violente intervention de la police dans la mosquée Al-Aqsa

Des jeunes Palestiniens s'étaient barricadés dans ce lieu saint de l'islam à Jérusalem, face à la menace d'une provocation d'un groupe de juifs messianiques, selon le monde fr. Selon un scénario déjà éprouvé, une action de la police israélienne s'est traduite en plein ramadan par des images de violence au cœur de la mosquée Al-Aqsa, le troisième lieu saint de l'islam, dont l'écho gagne tout le monde musulman. Ces vidéos amateur, diffusées par des Palestiniens, montrent des policiers pénétrant à l'intérieur de la mosquée dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 avril, progressant entre les piliers millénaires, en dépit d'un barrage de feux d'artifice, et frappant des jeunes à coups de crosse et de bâton. Une des vidéos dévoile que des « émeutiers » ont été capturés, selon les termes de la police, allongés au sol les uns contre les autres, les mains liées derrière le

dos par un bracelet de plastique. Ces hommes veillaient dans le lieu saint depuis mardi soir, suivant la tradition religieuse. La police affirme n'avoir donné l'assaut qu'après avoir longtemps parlementé et constaté que certains se barricadaient à l'intérieur, armés de feux d'artifice et de pierres. Elle a arrêté quelque 350 personnes. Une partie de ces jeunes suit la même tactique depuis 2021 : ils cherchent à transformer la mosquée en forteresse et incitent les fidèles à « défendre » l'esplanade des Mosquées contre une provocation menée par des juifs messianiques qui promettent d'y égorger un agneau. Cela, dans le but de célébrer le premier jour de la Pâque juive. Ce groupe milite pour la reconstruction du Temple d'Hérode (détruit au Ier siècle par Rome) sur ce mont qui domine la Vieille Ville de Jérusalem, sur le site du sacrifice

d'Abraham, lieu le plus saint du judaïsme, à la place des mosquées construites dès le VIIe siècle. Leur tentative de provocation, répétée chaque année, a très peu de chances d'aboutir. Mais elle suscite des réactions exacerbées parmi les Palestiniens, dans un contexte où le nouveau gouvernement de Benjamin Netanyahu fait depuis décembre 2022 la part belle à l'extrême droite messianique et assume une politique conquérante dans les territoires occupés. Le ministre de la sécurité nationale, le suprémaciste Itamar Ben Gvir, soutient de longue date le « mouvement du troisième temple ».

Prières illégales

Depuis près de dix ans, sous tous les gouvernements israéliens, la police protège les prières illégales de ces radicaux sur l'esplanade, auxquelles ils s'adonnent en groupe et à haute voix. La police



a arrêté dès lundi un meneur de cette mouvance, Rafael Morris, et s'employait mercredi à empêcher ses sympathisants d'atteindre l'esplanade. Dans la nuit, deux salves de roquettes ont été tirées de Gaza en représailles, suscitant des frappes aériennes israéliennes. Le Hamas avait prévenu qu'il ne laisserait

pas se dérouler cette provocation. Le mouvement islamiste appelle les fidèles à défendre les lieux saints et les habitants de Gaza à manifester aux frontières de l'enclave sous blocus israélien. Des attaques ont par ailleurs été revendiquées par les Lions de Naplouse, des insurgés très populaires en Cisjordanie.

RÉFORME DES RETRAITES :

Les syndicats annoncent « l'échec » de leur rencontre avec Elisabeth Borne et refusent de « tourner la page » de la mobilisation

L'intersyndicale a été reçue près d'une heure par la première ministre à Matignon, mercredi, et appellent un « maximum de travailleurs et de citoyens » à participer aux manifestations de jeudi, selon le monde fr.

Au terme de près d'une heure de discussions à Matignon, l'intersyndicale a déploré « l'échec » de sa rencontre avec Elisabeth Borne, qui a, sans surprise, refusé de revenir sur le projet de réforme des retraites. Les organisations réclament de concert son « retrait » et ont appelé un « maximum de travailleurs et de citoyens » à participer aux manifestations prévues jeudi.

« Nous avons redit à la première ministre qu'il ne saurait y avoir d'autre issue démocratique que le retrait du texte. La première ministre a répondu qu'elle souhaitait maintenir son texte, une décision grave », a déclaré Cyril Chabanier au nom de l'intersyndicale sur le perron de Matignon. « Nous refusons de tourner la page et d'ouvrir, comme le souhaite le gouvernement, d'autres séquences de concertation sur des dossiers aussi divers que le plein emploi ou le partage des richesses », a précisé le président confédéral de la CFDT.

« On est en train de vivre une grave crise démocratique, on



avait une crise sociale qui se transforme en crise démocratique », a dit Laurent Berger à sa suite, avant de poursuivre : « c'est la responsabilité du Conseil constitutionnel, que nous respectons et que nous ne mettons pas sous pression, d'entendre aujourd'hui que notre démocratie a besoin d'apaisement et que l'apaisement, ce serait que ce texte ne s'applique pas ».

A la veille de la onzième journée de mobilisation nationale, le secrétaire général de la CFDT a enfin appelé « un maximum de travailleurs et des travailleuses de citoyens dans ce pays à rejoindre les cortèges partout en France demain. Il faut qu'on démontre

la force de la démocratie sociale dans le calme, sans violence ».

Présente pour la première fois pour une séquence institutionnelle au sein de l'intersyndicale, la nouvelle secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a qualifié la réunion d'« inutile » depuis la cour de Matignon. « Notre présence ici, elle, prouve notre sens des responsabilités et du dialogue. Nous avons trouvé face à nous un gouvernement radicalisé, obtus et déconnecté », a-t-elle précisé, avant de déplorer une « stratégie jusqu'au boutiste, violente et irresponsable. Le gouvernement porte la responsabilité du désordre. »

C'est la première fois que la

première ministre recevait les organisations syndicales depuis la présentation le 10 janvier de la réforme. Celle-ci a généré une mobilisation quasi hebdomadaire inédite allant jusqu'à 1,3 million de personnes dans la rue le 7 mars (selon les autorités), soit davantage qu'en 1995 ou 2010. Et ces manifestations ont connu un regain de tensions après l'adoption sans vote de la réforme au Parlement, grâce au 49.3. Les syndicats avaient déjà demandé, en vain, d'être reçus par Emmanuel Macron. Elisabeth Borne les avait alors renvoyés au ministère du travail.

Outre l'intersyndicale, la première ministre recevra également en fin d'après-midi le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, celui de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, François Asselin, et Jean-Christophe Repon de l'Union des entreprises de proximité (U2P). Elle s'entretiendra enfin avec les principaux représentants de la droite – Eric Ciotti, Olivier Marleix et Bruno Retailleau, Stéphane Séjourné.

« Inquiet du niveau de tension » Côté gouvernement, le souhait c'est de « négocier autre chose » que les retraites, selon un ministre, « inquiet du niveau de tension », en attendant la décision du Conseil constitutionnel

vendredi 14. Elisabeth Borne considère qu'il y a « beaucoup de sujets à aborder » sur « la qualité de vie au travail, sur les fins de carrière, sur la prévention de la pénibilité ».

L'exécutif mise aussi sur la fatigue des manifestants alors que les vacances de printemps débutent le 8 avril. « La manière dont les choses se sont passées mardi [28 mars] est plutôt positive : une mobilisation en baisse, des syndicats qui acceptent d'être reçus », estimait un député Renaissance après la dixième journée de mobilisation.

A l'inverse, les syndicats entendent jeudi « montrer que la mobilisation est toujours puissante ». Le leader de la CFDT, Laurent Berger, espère, dans L'Obs, que le Conseil constitutionnel « censurera la loi ». Car « s'il y a censure de points particuliers comme l'« index seniors », la pénibilité au travail, etc., mais pas des 64 ans, alors ça ne répondra en rien à la conflictualité sociale en cours », selon lui. Le Conseil constitutionnel rendra sa décision le 14 avril. Les syndicats comme la gauche comptent également sur la validation par la haute juridiction du référendum d'initiative partagée (RIP) sur la réforme.

Le ministre jordanien des AE exhorte l'UE de mettre fin à l'escalade de la violence menée par Israël

Le ministre jordanien des Affaires étrangères et le chef de la diplomatie européenne ont discuté des mesures illégales prises par Israël contre les Palestiniens et des efforts pour mettre fin à la crise syrienne lors d'une réunion à Bruxelles.

L'agence de presse jordanienne rapporte qu'Ayman Safadi et Josep Borrell se sont longuement entretenus dans le cadre de la tournée du ministre en Europe pour promouvoir un partenariat avec l'Union européenne (UE) en vue d'aider à résoudre les crises régionales ainsi que de garantir la sécurité et la stabilité.

M. Safadi insiste sur la

nécessité que l'UE soutienne la solution à deux États, rejette la colonisation et la confiscation des terres et s'engage à respecter le statu quo historique et juridique de Jérusalem, ainsi que ses lieux sacrés islamiques et chrétiens. Il a également mis en garde contre les dangers de la détérioration continue des territoires palestiniens occupés. Les mesures israéliennes illégales alimentent la violence et sapent la solution à deux États. Il faudrait absolument y mettre fin, insiste M. Safadi.

Les deux hommes ont discuté des réunions d'Aqaba et de Charm el-Cheikh ainsi que

des efforts déployés par le Royaume pour empêcher l'escalade et activer le processus de paix. L'Europe a un rôle «important et vital», précise M. Safadi.

Ils ont également passé en revue l'initiative de la Jordanie pour résoudre les problèmes humanitaires, sécuritaires et politiques en Syrie et préserver son intégrité grâce à un engagement arabo-syrien direct, ajoute M. Safadi.

MM. Safadi et Borrell, le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ont également évoqué la crise des réfugiés. Ils ont souligné la nécessité de leur fournir, ainsi



qu'aux pays d'accueil, un soutien international continu. Les deux parties ont également abordé les préparatifs en cours de la 7e conférence

de Bruxelles sur le soutien à l'avenir de la Syrie et de la région que l'UE devrait organiser en juin 2023 à Bruxelles.

L'ONU exhorte Bagdad à lutter contre le phénomène des disparitions forcées

Les experts de l'ONU ont exprimé leur profonde inquiétude face à la hausse inquiétante de disparitions forcées dans plusieurs régions d'Irak.

On estime que jusqu'à un million de personnes ont disparu dans le pays au cours des cinquante dernières années, et les experts ont indiqué que le phénomène perdure dans le cadre de la culture d'impunité et de «revictimisation» qui prévaut toujours.

Le Comité des Nations unies sur les disparitions forcées a révélé que «la dimension, l'étendue et la diversité des disparitions forcées en Irak exigent une intervention urgente et concertée du



gouvernement, de ses voisins régionaux et de la communauté internationale».

Il a exhorté les autorités irakiennes à enquêter

rapidement sur les disparitions et à adopter une législation visant à «prévenir, éradiquer et réparer ces crimes odieux».

Les membres du Comité sont

des experts indépendants qui surveillent la mise en œuvre de la convention des Nations unies pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Ce mardi, ils ont publié un rapport sur leur visite en Irak en novembre 2022.

Ils ont salué la coopération des autorités à Bagdad et ont signalé que cette visite constituait «une nouvelle étape dans l'interaction du Comité avec l'Irak, l'un des premiers pays à avoir ratifié la Convention». Ils ont toutefois ajouté qu'il restait encore beaucoup à faire.

Au cours de la visite, les membres du Comité ont entendu le témoignage de

victimes de disparitions, qui, selon eux, continuent de se produire.

L'un de ces témoignages est celui d'une mère, «un schéma typique» selon les experts : «mon fils est allé rendre visite à son cousin. Je l'ai appelé peu après son départ car il avait oublié le pain que je voulais envoyer à mon neveu. Il m'a répondu qu'il se trouvait à un poste de contrôle et que des hommes en uniforme le contrôlaient, et qu'il m'appellerait immédiatement après. Il ne l'a jamais fait.

«Depuis, je l'ai cherché partout, dans toutes les prisons, auprès de toutes les autorités. Mais rien, rien, rien.»

YÉMEN:

L'ONU condamne les offensives des Houthis, appelle à des pourparlers

Le Conseil de sécurité de l'ONU a fermement condamné mardi les récentes escalades du conflit au Yémen par les Houthis, notamment l'attaque de hauts responsables à Taïz. Les membres ont exhorté la milice soutenue par l'Iran à mettre fin aux provocations et à «donner la priorité au peuple yéménite». Le 25 mars, un soldat du gouvernement a été tué et deux autres blessés dans la ville assiégée de Taïz,

lorsqu'un drone houthi chargé d'explosifs a pris pour cible un convoi dans lequel se trouvaient des responsables militaires, dont le ministre de la Défense, Mohsen al-Daeri. Plusieurs soldats ont également été tués ou blessés dans d'autres incidents le mois dernier, lorsque les Houthis ont lancé une série d'assauts contre les troupes gouvernementales dans le district de Hareb, au sud de la province de Marib, où ils se sont emparés de quelques

villages, provoquant des dégâts matériels et le déplacement de familles.

Dans une déclaration commune, les membres du Conseil de sécurité ont condamné les attaques et encouragé une nouvelle fois toutes les parties impliquées dans la guerre à redoubler d'efforts pour résoudre le conflit par des moyens pacifiques, et à protéger les civils conformément aux exigences du droit humanitaire

international.

Ils ont exprimé leur «ferme soutien» aux efforts déployés pour parvenir à un accord de cessez-le-feu global et à des «pourparlers politiques yéméno-yéménites inclusifs» sous les auspices de l'envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen et sur la base des résolutions du Conseil de sécurité.

En outre, les membres du Conseil se sont félicités de l'accord récemment conclu

à Genève, après dix jours de négociations, par lequel le gouvernement et les Houthis ont accepté de libérer 887 détenus dans le cadre d'un accord d'échange de prisonniers. Les deux parties sont convenues de visiter leurs centres de détention respectifs, d'accorder aux délégations un accès total à tous les détenus au cours de ces visites et de se rencontrer à nouveau en mai afin de discuter d'autres échanges de prisonniers.

CAN 2025 : Vers un duel final Algérie-Maroc

Après avoir inspecté les différents sites proposés par notre pays, dans son dossier de candidature pour l'organisation de la CAN 2025, la mission d'inspection indépendante, représentée par la boîte allemande Roland Berger, l'un des cabinets de conseil en stratégie d'origine européenne les plus réputés, engagé par la CAF pour cette mission, a posé ses valises vendredi passé du côté de la Zambie, l'un des 5 pays ayant postulé pour abriter l'événement continental de 2025 en remplacement de la Guinée.

4 membres de la commission sont à pied d'œuvre en Zambie, un seul élément parmi les 4 en question a fait partie de l'expédition en Algérie, il s'agit

d'Antoine Bergue, puisque les autres membres européens ont été remplacés par Tarik Ashraf, Mohamed Sadat et Mohcine Aguedach, le quatuor guidé par le SG de la FAZ a entamé sa mission avec une visite du Nkoloma Stadium et le National Heroes Stadium avant de continuer sa mission samedi et hier en présence du gouverneur de Lusaka et du représentant du ministère des Sports. Les premières images partagées sur le net montrent des infrastructures en état de dégradation, les espaces autour des stades sont dans un état lamentable, cela nous rappelle les propos des responsables de la FAF lorsque le dossier algérien a été déposé, ils avaient mis l'accent sur l'aptitude de notre pays à



accueillir l'événement avec des stades prêts, contrairement aux autres dossiers et les autres pays ayant postulé avec des maquettes et des chantiers.

En attendant les autres pays à visiter et ce qu'ils vont proposer de concret, sans oublier la

réaction des rapports de Roland Berger, les premiers éléments d'information et les premiers constats confirment la tendance, l'on se dirigerait effectivement vers un face-à-face Algérie-Maroc, ce sont les deux pays qui sortent du lot pour le moment,

sans oublier la règle des priorités établie par la CAF, l'instance africaine avait affirmé qu'il lui est impossible d'organiser la CAN pour la 3e fois de suite dans un pays de la même région, ce qui écarterait le Nigeria, alors que dans les coulisses de la CAF on affirme que Motsepe aimerait que la CAN 2027 se déroule en Afrique de l'Est, la Zambie pouvait avoir une certaine priorité pour celle de 2025, mais le pays accuse beaucoup de retard, ce qui augmente les chances de notre pays et du Maroc d'avoir l'organisation, la bataille s'annonce rude, et ce qui est sûr c'est que la victoire finale va s'arracher ailleurs que dans le dossier infrastructures.

EN :

Guitoun vit un conte de fées

Kevin Guitoun est en train de vivre un véritable conte de fées, alors qu'il évoluait au Luxembourg dans un championnat de seconde zone. C'est d'ailleurs dans le club de F91 Dudelange qu'il se fait remarquer en marquant 20 buts en 65 matches.

Cela n'a pas échappé aux recruteurs du SC Bastia qui l'a engagé en été 2022. Rapidement, Kevin Guitoun, qui s'est installé dans l'équipe corse, fit parler ses qualités ainsi que son sens du but (4 buts, 30 matches). Alors qu'il est défenseur anonyme il y a quelques mois seulement, il est convoqué pour la première fois de sa carrière en équipe d'Algérie. Ce n'est qu'à 27 ans que cet arrière droit, toujours très



à l'aise balle au pied, se frotte au grand niveau. Mais comme dirait l'autre, mieux vaut tard que jamais. Un adage qui s'applique bien au néo-capé de Djamel Belmadi qui a eu le nez creux en le convoquant. Cet élément

n'a pas eu besoin de beaucoup de temps pour confirmer tout le bien que le coach national pensait de lui, comme en témoigne sa bonne prestation à Tunis face au Niger. Une prestation qui rassure l'entraîneur national qui a

justement souvent des problèmes pour composer dans ce poste, faute de disponibilité d'éléments considérés de premiers choix. Les prestations de Kevin Guitoun n'ont pas seulement convaincu Djamel Belmadi. En effet, des clubs en France et même à l'étranger ont mis son nom sur leur calepin pour éventuellement le recruter l'été prochain.

Lens s'est positionné

Avec son nouveau statut de joueur international, Kevin Guitoun, qui a été recruté pour des bribes par SC Bastia, ne connaît pas seulement une ascension sportive. Ses prestations avec le SC Bastia n'ont pas laissé insensibles les recruteurs en France et même à l'étranger. Néanmoins, d'après la chaîne l'Equipe, le Racing

Club de Lens a déjà entamé les tractations pour le recruter à la fin de cette saison. Le club nordiste traîne la réputation de toujours mettre en valeur des joueurs anonymes avant de les vendre à une grande équipe. En outre, le RC Lens est bien placé pour finir le championnat avec une place qualificative à la prestigieuse Ligue des champions. En l'espace de quelques mois, Kevin Guitoun pourrait faire un grand bond vers le très haut niveau. Pour l'avoir ramené du Luxembourg, son entraîneur au SC Bastia Régis Brouard et Djamel Belmadi pour lui avoir offert la chance d'être un joueur international, Kevin Guitoun leur sera éternellement reconnaissant. Ce sont eux qui lui ont ouvert les portes de la gloire.

EN :

Belaili de retour à Ajaccio

Youcef Belaili qui se trouvait à Oran depuis le match Niger - Algérie à Tunis est de retour à Ajaccio a annoncé son club.

L'AC Ajaccio qui semble vouloir gérer les choses en interne avec le joueur a simplement expliqué qu'il a été reçu par l'entraîneur Olivier Pantaloni et le coordinateur sportif Johan Cavalli pour s'expliquer sur ses 48 heures de retard.



La FIFA s'indigne après les insultes racistes contre Romelu Lukaku

Les propos racistes envers Romelu Lukaku ce mardi ne laissent pas insensible le monde du football. Après Kylian Mbappé, qui a apporté son soutien à l'attaquant belge, c'est au tour du président de la FIFA, Gianni Infantino, de prendre position dans un communiqué officiel. Pour rappel, le buteur de l'Inter Milan a été visé par des cris racistes lors de la demi-finale aller de Coupe d'Italie face à la Juventus Turin (1-1).

« Le football n'a pas de place pour le racisme ou toute autre

forme de discrimination », affirme Infantino. « Il est tout simplement inacceptable de voir les insultes racistes proférées par des spectateurs à l'encontre de l'attaquant de l'Inter Milan Romelu Lukaku lors du match de Coppa Italia contre la Juventus à Turin le 4 avril. La FIFA et moi-même sommes aux côtés de Romelu Lukaku, comme de tout autre joueur, entraîneur, officiel de match, supporter ou participant à un match de football ayant souffert de racisme ou de toute autre

forme de discrimination. Les victimes de ces abus doivent être soutenues et les auteurs dûment punis par toutes les autorités. Je réitère l'appel que j'ai lancé en début d'année aux supporters pour qu'ils se lèvent et fassent taire les racistes. De même, dans le football, nous devons veiller à ce que des sanctions sportives strictes soient appliquées pour faire face à de tels incidents et servir de moyen de dissuasion. Une fois pour toutes : non au racisme. Non à toute forme de discrimination.»



PSG :

Lionel Messi lâché par Kylian Mbappé



Ces derniers jours, l'avenir de Lionel Messi (35 ans) est au centre des débats. Il faut dire que l'Argentin est en fin de contrat au PSG et qu'il est plus proche de partir que de rester. D'ailleurs, comme expliqué sur notre site, le clan Messi verrait d'un bon œil un retour au Barça. À Paris, Nasser Al-Khelaïfi a visiblement changé d'avis le concernant et n'exclut plus de s'en séparer. Du côté des joueurs, on imagine que Neymar, poussé aussi dehors et proche de la Pulga, aimerait qu'il reste

dans la capitale.

Qu'en est-il de Kylian Mbappé, le dernier membre de la fameuse MNM ? Selon Defensa Central, l'international tricolore est pour un départ du champion du monde argentin. Le média ibérique explique que KM7 n'a jamais eu des liens forts avec le septuple Ballon d'Or arrivé en 2021 dans la capitale. Mbappé devrait être satisfait puisque le PSG veut continuer à bâtir son projet autour de lui et surtout sans Neymar et Messi.

Mercato, PSG :

Les 5 raisons pour lesquelles Neymar est invendable

Le Paris Saint-Germain craint de ne pas pouvoir vendre Neymar cet été en raison de ses blessures à répétition.

La saison 2022-2023 du Paris Saint-Germain restera comme décevante. Même si les Parisiens parviennent à conserver leur titre de champion de France, l'élimination en Ligue des Champions contre le Bayern combinée à celle en Coupe de France face à l'OM auront marqué un exercice compliqué pour le PSG, qui n'a jamais été réellement capable de trouver son rythme de croisière ni son propre style de jeu. Pire encore, le spectre d'une saison blanche, la première depuis 2011-2012, se profile à mesure que Lens et l'OM se rapprochent au classement. Une saison décevante marquée une nouvelle fois par l'incapacité à faire cohabiter les trois stars de devant.

Le prochain mercato d'été risque donc d'être agité, notamment dans le sens des départs. Décevant depuis la Coupe du monde, Lionel Messi ne devrait pas prolonger son contrat et partir à l'issue de la saison, tandis que le cas Neymar

pose encore et toujours question. Auteur d'une excellente première partie de saison, l'international brésilien s'est de nouveau blessé à la cheville droite face à Lille au mois de février. Une blessure qui a nécessité une opération de réparation ligamentaire et qui a mis fin à sa saison. Pour la 6^e fois depuis son arrivée à Paris, il ne réalisera donc pas une saison complète. Les têtes pensantes parisiennes aimeraient, comme l'été dernier, s'en débarrasser, mais l'opération est de plus en plus compliquée. Ce mercredi, Le Parisien s'est attardé sur les différents points qui le rendent presque invendable.

Un salaire exorbitant

26 millions d'euros net. Voilà le montant touché par la star brésilienne chaque année avec le PSG. Recruté pour 222 millions d'euros (transfert le plus cher de l'histoire), Neymar aura coûté cher au club français, qui juge le retour sur investissement trop faible. Le problème, c'est que peu de clubs peuvent s'aligner sur de tels chiffres, surtout pour un joueur qui vient de fêter ses 31 ans, et difficile d'imaginer le principal concerné faire un effort

financier alors que son contrat expire en 2025.

Un joueur trop peu fiable

Depuis son arrivée dans le club francilien, Neymar n'a dépassé les 30 matches qu'à deux reprises sur une saison, et il les a dépassés de peu (30 en 2017-2018, 31 en 2020-2021), ce qui remet en question sa fiabilité, lui qui a manqué près de la moitié des matches de son équipe depuis son arrivée en 2017. Sa capacité à faire une saison à 50 ou 60 matches est largement remise en cause.

Un pied trop fragile

Le problème récurrent de Neymar vient majoritairement de ses chevilles et de ses pieds en général, souvent du côté droit. En février 2018, il s'était blessé une première fois, une fracture du métatarse qui l'avait empêché de terminer sa première saison sous le maillot parisien. Même bilan moins d'un an après avec cette fois-ci 85 jours d'absence. La saison dernière, il avait manqué deux mois et demi de compétition suite à une nouvelle blessure à la cheville contractée contre Saint-Étienne. Plus récemment, lors du premier match de la Coupe du



monde face à la Serbie, le numéro 10 brésilien s'est de nouveau blessé à la malléole. Sans doute revenu trop tôt après neuf jours de convalescence, il rechute face à Lille le 20 février et finit donc par se faire opérer. Le Parisien explique dans un édition du jour que les pieds de Neymar seraient trop fins, ce qui explique ses rechutes récurrentes et une vulnérabilité plus élevée que la plupart des autres joueurs. Reste à voir si son opération lui permettra d'être plus solide, encore faut-il qu'un club tente ce pari osé.

Des blessures à répétition

Au total, Neymar a cumulé plus de 20 blessures depuis qu'il a rejoint Paris. Et pas seulement à cause de sa cheville ou de ses pieds, puisqu'il est fréquemment sujet à des gênes et blessures aux

adducteurs et aux ischios. Encore une fois, ce facteur pourrait freiner bon nombre de clubs désireux de le recruter.

Échec à la visite médicale ?

Enfin, Le Parisien explique que la direction du décuple champion de France craint de ne pas pouvoir se séparer de son joueur en raison de la visite médicale. Si toutefois un accord avec un club était trouvé, Neymar pourrait échouer à la visite en raison de la fragilité de ses pieds par exemple. Cela obligerait donc Paris à le conserver, ce qui ne semble pas être dans ses plans pour cet été.

Le quotidien français explique néanmoins que Neymar a toujours une belle cote en Europe, notamment en Angleterre où Chelsea pourrait se montrer intéressé.

GUERRE EN UKRAINE : Volodymyr Zelensky en Pologne, Emmanuel Macron en Chine... Le point du jour

Volodymyr Zelensky a rencontré le président Andrzej Duda en Pologne pour sa première visite officielle dans le pays. De son côté, Emmanuel Macron est actuellement en Chine pour infléchir les positions de Pékin vis-à-vis de Moscou. Voici ce qu'il faut retenir, ce mercredi 5 avril 2023, de cette nouvelle journée de guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Volodymyr Zelensky a rencontré son homologue Andrzej Duda en Pologne pour sa première visite officielle dans le pays. Les deux présidents ont à nouveau affiché une parfaite entente au sujet de la guerre en Ukraine. L'un des alliés les plus vigoureux de l'Ukraine a annoncé la livraison de six nouveaux avions de combat MiG-29, des avions de combat, et s'est déclaré prêt à livrer la totalité de sa flotte « à l'avenir ». De son côté, Emmanuel Macron est en Chine pour convaincre Pékin de ne pas livrer d'armes à Moscou. Vladimir Poutine a enfin affirmé que l'Union européenne a « engagé une confrontation géopolitique » avec la Russie.

La Pologne prête à livrer à Kiev, « à l'avenir », tous ses chasseurs MiG-29

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky est arrivé ce mercredi matin en Pologne pour sa première visite officielle dans ce pays. En marge de sa rencontre avec le président polonais, ce dernier a déclaré que son pays était prêt à livrer à Kiev, « à l'avenir », l'ensemble de sa flotte de chasseurs MiG-29 de conception soviétique. La Pologne, qui a déjà fourni à l'Ukraine huit MiG-29 et va en envoyer six autres prochainement, sera « à l'avenir, en mesure de transférer à l'Ukraine l'ensemble de sa flotte de MiG », soit au total une trentaine d'appareils, « moyennant un accord de ses alliés » dans l'Otan, a déclaré Andrzej Duda, au cours d'une conférence de presse avec son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky. Le chef de l'État polonais a expliqué la nécessité de ce feu vert par le fait que les MiG-29 qui restent encore en possession de son pays ont été « adaptés aux normes de l'Otan », notamment en ce qui concerne les systèmes de communication et la capacité d'assurer des missions de surveillance de l'espace aérien des alliés.

La Chine peut « jouer un rôle majeur » dans le conflit selon Emmanuel Macron
Emmanuel Macron est en Chine.



Pékin peut « jouer un rôle majeur » dans le conflit en Ukraine, notamment pour « trouver un chemin de paix », a estimé mercredi le président français au début d'une visite d'État en Chine. Il a ensuite déclaré qu'il n'était pas dans l'intérêt de la Chine de fournir des armes à la Russie pour son offensive en Ukraine, ce qui rendrait Pékin complice de violation du droit international.

Lors de cette visite d'État de trois jours, Emmanuel Macron compte convaincre Pékin de s'engager davantage contre l'invasion russe en Ukraine et ambitionne de nouer des liens plus étroits avec le géant asiatique, premier partenaire commercial de l'Union européenne depuis 2020, dépassant les États-Unis.

Le président français a également estimé que l'Europe ne devait pas se « séparer » de la Chine sur le plan économique. « Lorsque je lis la volonté accélérée qui existe de désassocier les grands blocs économiques, la voie que nous portons ces dernières années avec beaucoup d'amitié, de franchise mais d'esprit de responsabilité [...] est une voie réaliste et ambitieuse », a-t-il déclaré.

Poutine accuse les Occidentaux d'avoir fomenté des attaques « terroristes » en Russie

Le président Vladimir Poutine a accusé aujourd'hui les services secrets occidentaux d'être impliqués dans des attaques « terroristes » en Russie, après avoir réservé un accueil glacial à la nouvelle ambassadrice américaine à Moscou.

Son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky était quant à lui à Varsovie pour une visite

officielle au cours de laquelle la Pologne a promis de demander que des garanties de sécurité supplémentaires soient accordées à l'Ukraine au prochain sommet de l'Otan prévu pour cet été à Vilnius, la capitale de la Lituanie. « Il y a tout lieu de penser » que les capacités de pays tiers et des services secrets occidentaux sont « impliquées dans la préparation d'actes de sabotage et de terrorisme », tant dans les territoires ukrainiens contrôlés par Moscou qu'en Russie, a déclaré Vladimir Poutine au cours d'une réunion télévisée de son Conseil de sécurité.

Installé aux côtés des dirigeants installés par la Russie des quatre régions ukrainiennes dont Moscou a revendiqué l'annexion en 2022, le président russe a accusé Kiev de commettre dans ces territoires « des crimes graves contre les civils qui y vivent, n'épargnant personne ».

Un petit avion ukrainien s'est écrasé dans une région russe frontalière de l'Ukraine

Un petit avion ukrainien s'est écrasé ce mercredi dans une région russe frontalière de l'Ukraine, près du village de Boutovsk, dans la région de Briansk, pour des raisons inconnues. « Le pilote (un citoyen ukrainien), qui a tenté de fuir vers le territoire ukrainien, a été arrêté par une unité de gardes-frontières », ont annoncé les services de sécurité (FSB), cité par l'agence RIA Novosti.

La Pologne annule une épreuve qualificative pour les JO après la réintégration des Russes

La Pologne, tout comme l'Allemagne et la France avant elle, a annoncé aujourd'hui avoir annulé une étape de Coupe du

monde, prévue en avril à Poznan et qualificative pour les JO-2024, en réaction à la réintégration des sportifs russes par la Fédération internationale (FIE).

« Nous ne pouvons pas organiser cette épreuve suivant les conditions posées par la FIE », qui « nous a imposé » d'accueillir les sportifs russes, a indiqué à l'AFP le vice-président de la Fédération polonaise PFSz, Adam Konopka.

Le chef de l'AIEA en Russie pour négocier la sécurité d'une centrale ukrainienne

Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, s'est rendu ce mercredi en Russie pour des pourparlers visant à sécuriser la centrale nucléaire de Zaporijjia en Ukraine, plusieurs fois visée par des tirs.

La semaine dernière, le chef de l'AIEA s'était rendu à la centrale de Zaporijjia, contrôlée par les forces russes dans le sud de l'Ukraine, appelant à prendre des mesures d'urgence pour éviter une catastrophe nucléaire. « J'ai rencontré des hauts responsables de plusieurs agences russes [...] Je poursuis mes efforts pour protéger la centrale nucléaire de Zaporijjia », a déclaré mercredi Rafael Grossi lors d'un déplacement à Kaliningrad, une enclave russe située sur la mer Baltique, entre la Pologne et la Lituanie.

De son côté, le géant russe du nucléaire Rosatom a souligné que son directeur général, Alexei Likhatchev, avait donné des précisions à Rafael Grossi sur « les mesures prises par les autorités russes pour assurer la sécurité des opérations » de la centrale de Zaporijjia.

La centrale de Zaporijjia, la plus grande d'Europe, a plusieurs fois été visée par des tirs ces derniers mois, alimentant la crainte d'une catastrophe nucléaire.

Des délégations quittent une réunion de l'Onu à l'apparition d'une Russe visée par la CPI

Les représentants de plusieurs membres du Conseil de sécurité ont quitté mercredi une réunion organisée par la Russie sur l'Ukraine à l'apparition en visioconférence de la commissaire russe à l'enfance, visée par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI). Les autorités ukrainiennes accusent la Russie d'avoir « enlevé » plus de 16 000 enfants d'Ukraine depuis le début de l'offensive il y a un an. Et la CPI a émis en mars un mandat d'arrêt historique contre le président Vladimir Poutine et la commissaire russe à l'enfance Maria Lvova-Belova, en estimant qu'ils étaient présumés responsables du « crime de guerre de déportation illégale » de mineurs ukrainiens.

La Russie assure, elle, avoir « sauvé » ces enfants des combats et avoir mis en place des procédures pour les réunir avec leurs familles.

« La propagande ukrainienne et les médias occidentaux ont délibérément et minutieusement déformé la situation, disant que c'était un crime de sauver ces enfants sous les bombardements », a défendu ce mercredi l'ambassadeur russe à l'Onu Vassili Nebenzia, qui avait précédemment assuré que cette réunion avait été planifiée « bien avant » la décision « stupide » de la CPI.



Ceci est le plus gros avion cargo autonome et électrique au monde



L'entreprise californienne Pyka entend avoir une influence significative sur la réduction des émissions de CO2 générées par l'aviation civile.

En 2019, le transport aérien a généré près de 1 milliard de tonnes de dioxyde de carbone. S'il est compliqué de concevoir des avions électriques pour transporter des voyageurs, d'autres usages permettent un

déploiement plus rapide de ce type d'appareil.

Des performances impressionnantes...

Il y a quelques mois, le Pyka Pelican Spray a obtenu l'autorisation de survoler des cultures de bananes au Costa Rica pour effectuer des missions d'épandages. Son fabricant est en passe de devenir un leader dans le secteur des drones électriques, et il n'a pas tardé à en annoncer une variante pour le

transport de marchandises. Baptisé Pelican Cargo, il s'agit à ce jour du plus grand avion-cargo électrique autonome au monde. Équipé de quatre moteurs d'une puissance combinée de 100 kW, il devrait être capable de transporter 180 kg de charges utiles sur 300 km. Comme son grand frère, il est capable de voyager facilement de nuit en naviguant grâce à une combinaison de systèmes GPS, laser et radar.

L'accent a été mis sur la facilité d'utilisation. D'une part, si les batteries peuvent être interchangeables très facilement et rechargées en une heure environ, la soute bénéficie d'un plateau coulissant qui permet de charger la cargaison très rapidement. D'autre part, si un seul opérateur est requis pour le contrôler, il peut également décoller sur tout type de piste d'une longueur minimale de 183 mètres.

... pour des attentes qui le sont tout autant

Le fondateur de Pyka, Michael Norcia, est très confiant quant à l'avenir du drone et annonce avoir déjà enregistré plus de 80 commandes, la première opération commerciale étant annoncée pour le deuxième semestre 2023. Mais si le succès de l'appareil est déjà assuré, l'homme tient également à mettre en avant la mission fondamentale de ce dernier :

S'il ne s'agit pas du seul drone de livraison sur le marché, le Pelican est néanmoins très impressionnant par ses capacités et ses spécificités. Pyka cherche actuellement à obtenir des certifications commerciales dans le reste du continent américain, mais il n'est pas complètement absurde de l'imaginer circuler en Europe dans les années à venir. Si le concept tient ses promesses commerciales et écologiques, il aura le potentiel d'avoir un impact significatif sur le secteur des transports.

Le 3D Vertical Cache d'AMD bientôt sur les GPU Radeon RX 7000 ?



Des cartes graphiques de génération RDNA 3 dotées de la technologie 3D Vertical Cache pourraient voir le jour... et largement améliorer leurs résultats ? Alors que les processeurs Ryzen 7000X3D sont attendus courant février, il se pourrait qu'AMD adapte sa technologie au monde de la carte graphique. Après tout, la société américaine l'a déjà fait avec les chiplets.

Une évolution logique

Le 3D Vertical Cache est une technique qui permet d'empiler, au sens propre comme figuré, des puces de mémoire cache afin d'augmenter la capacité des CPU qui en sont dotés. Pour l'heure, seul le Ryzen 5800X3D est concerné.

Ce processeur a plus particulièrement brillé lors des tests de jeux vidéo, et l'on s'attend à ce que les Ryzen 7000X3D fassent de même. Il n'est de fait pas surprenant d'envisager un portage de cette technologie vers les Radeon RX, dans la mesure où la carte graphique est évidemment prévue pour le jeu.

L'information n'a encore rien d'officiel, et, cité par Tom's Hardware, Tom Wassick ne dit d'ailleurs pas qu'AMD va intégrer son 3D Vertical Cache à de futurs GPU Radeon RX 7000. Il dit que c'est possible. Nuance.

Des points de connexion observés à l'infrarouge

Sur quoi s'appuie Tom Wassick pour parvenir à une telle conclusion ? Sur l'étude du cœur d'une carte Radeon RX 7900XT observé à l'infrarouge. Il a été en mesure de remarquer le même type de points de connexion utilisés sur les Zen 3 et Zen 4 pour y associer du 3D Vertical Cache.

Ces points de connexion ne permettent évidemment pas de dire qu'ils seront spécifiquement utilisés pour de la mémoire cache, mais AMD ayant utilisé sa technique de packaging 3D seulement pour la mémoire cache, on imagine assez mal qu'il en soit autrement.

De plus, la découverte de Tom Wassick n'est qu'un nouvel élément dans cette affaire de 3D Vertical Cache porté vers les GPU. Reste que pour le moment, AMD n'a rien annoncé et n'a surtout rien laissé entendre, comme elle avait pu le faire avec le 3DV des CPU Ryzen 7000.

Tesla sommée de remettre au gouvernement américain des documents sur sa conduite autonome

Tesla est sous le coup d'une enquête criminelle, initiée par le gouvernement américain.

Le Département de la Justice des États-Unis a exigé de Tesla qu'elle lui fournisse des documents relatifs à ses fonctionnalités liées à la conduite autonome. La pression s'accroît sur le constructeur automobile, dans le viseur des autorités américaines depuis 2021.

Des accidents mortels impliquant des Tesla et leurs outils d'aide à la conduite

Tesla est en effet sous le coup d'une enquête fédérale visant à la fois la fiabilité de ses technologies de conduite autonome et sa communication autour de la promesse d'une conduite sans besoin d'intervention humaine. Le fabricant a d'ailleurs privilégié le terme de « conduite autonome » plutôt que de « pilotage automatique » ces dernières



années afin de se protéger juridiquement.

Mais la justice américaine n'écarte pas l'idée d'accuser Tesla de charges criminelles. À la suite d'une douzaine d'accidents, dont plusieurs ont coûté la vie à des occupants des véhicules de la marque, cette dernière est accusée d'avoir mis en avant le fait que ses voitures peuvent se conduire elles-mêmes dans le but de convaincre les consommateurs d'investir dans l'un de ses véhicules.

Les documents demandés par

le Département de la Justice vont servir à déterminer si la conception des technologies de conduite autonome et de pilotage automatique de Tesla ainsi que les affirmations concernant leurs capacités procurent aux conducteurs un faux sentiment de sécurité menant à une complaisance au volant et pouvant provoquer des accidents mortels.

Ni pilotage automatique ni conduite autonome

La National Highway Traffic Safety Administration

(NHTSA), l'organisme de sécurité routière aux États-Unis, fait savoir que l'enquête sur l'Autopilot de Tesla est étendue, mais qu'elle avance vite. L'agence est habituée à traiter régulièrement des cas concernant Tesla depuis que la conduite autonome est disponible. Elle a déjà contraint le constructeur à effectuer de nombreux rappels pour corriger des défauts sur ses véhicules (qui peuvent généralement être réparés par des mises à jour logicielles à distance).

Aujourd'hui, Tesla insiste sur le fait qu'elle met à disposition des conducteurs des fonctions d'aide à la conduite qui nécessitent une supervision active et ne rendent pas le véhicule autonome. Mais ce n'était pas le cas par le passé, et l'utilisation des termes « pilotage automatique » et « conduite entièrement autonome » pourrait lui valoir des problèmes avec la justice américaine.



Pourquoi le froid peut-il faire mal aux dents ?

Comment les dents « sentent-elles » le froid, parfois même jusqu'à provoquer des douleurs insupportables ? En se posant cette question, des chercheurs ont mis à jour le rôle d'une protéine précise, une découverte qui pourrait mener à un traitement efficace pour les personnes concernées.

Croquer ou boire quelque chose de froid avec une dent endommagée ou sensible peut déclencher un type de douleur unique et particulièrement atroce, mais les scientifiques n'ont jamais pleinement compris comment ce signal de douleur est transmis jusqu'au cerveau. Désormais, une équipe internationale de scientifiques a compris comment les dents ressentent le froid et affirment dans la revue *Science Advances* avoir identifié les acteurs moléculaires et cellulaires impliqués. Il s'avère que chez les souris comme chez les humains, les cellules dentaires appelées « odontoblastes » contiennent une protéine sensible au froid qui détecte les baisses de température. Son nom ? TRPC5.

Les chercheurs affirment donc

avoir découvert une nouvelle fonction pour les odontoblastes, les cellules qui forment la dentine, la coquille sous l'émail de la dent qui enveloppe la pulpe dentaire molle contenant les nerfs et les vaisseaux sanguins. « Nous avons constaté que les odontoblastes sont également responsables de la détection du froid », explique le Pr Jochen Lennerz, l'un des principaux auteurs de l'article et membre du Massachusetts General Hospital. « Cette étude apporte une nouvelle fonction à cette cellule, ce qui est passionnant d'un point de vue scientifique. Nous savons maintenant comment interférer avec cette fonction de détection du froid pour inhiber la douleur dentaire. »

L'huile essentielle de girofle contre la douleur dentaire

Leurs travaux se sont concentrés principalement sur les canaux ioniques, soit les pores des membranes cellulaires qui agissent comme des portes moléculaires. Après avoir détecté un signal, message chimique ou changement de température notamment, les canaux se ferment ou s'ouvrent et cela crée une

impulsion électrique qui passe de cellule en cellule jusqu'au cerveau, cœur et d'autres tissus. Après avoir identifié la protéine TRPC5 comme un capteur de température potentiel dans des expériences menées avec des souris, l'équipe scientifique a découvert que celles qui n'avaient pas le gène codant pour TRPC5 ne réagissaient pas à l'exposition des dents au froid de la manière habituelle.

Les chercheurs ont ensuite confirmé la présence de la protéine, qui ouvre des canaux dans la membrane des odontoblastes, dans des dents humaines extraites et coupées en fines couches pour être étudiées au microscope. « Nous avons la preuve que le capteur de température TRCP5 transmet le froid via l'odontoblaste et déclenche une inflammation des nerfs, créant de la douleur et une hypersensibilité au froid. Cette sensibilité peut être le moyen pour le corps de protéger une dent endommagée contre des blessures supplémentaires », ajoute le Pr Jochen Lennerz. Cette découverte les a aussi menés à identifier une



cible pharmacologique, qui s'est révélée être un remède maison bien connu.

Il s'agit de l'huile de clou de girofle, déjà utilisée comme remède contre les douleurs dentaires depuis des siècles en raison de ses propriétés antalgiques puissantes. Celle-ci contient en effet un agent actif, l'eugénol, ayant la capacité de bloquer l'action de la protéine TRPC5. Des dentifrices contenant de l'eugénol sont déjà mis sur

le marché, mais les chercheurs espèrent que les résultats de leur étude pourront conduire à des applications plus puissantes pour traiter les dents hypersensibles au froid. « Il pourrait y avoir de nouvelles applications pour l'eugénol, telles que le traitement systémique des patients qui souffrent d'une sensibilité au froid extrême due à la chimiothérapie », concluent-ils.

Otospongiose : Quelle est cette maladie de l'oreille interne ?

Une femme s'est aperçue qu'elle n'entendait plus les cris de son bébé, avant d'être diagnostiquée d'une maladie de l'oreille interne, l'otospongiose. En quoi consiste-t-elle ?

Une animatrice de radio anglaise, Helena Merriman, témoigne dans un article de la BBC avoir soudainement, en pleine nuit, arrêté d'entendre les cris de son bébé âgé de 4 mois. Elle raconte avoir été étonnée car habituellement, elle l'entendait toujours avant son compagnon. Or, cette nuit-là, il s'était levé en premier. Par la suite, la jeune maman a de nouveau fait des black out auditifs. Après être allée consulter, elle s'est vue diagnostiquer une maladie de l'oreille, l'otospongiose. En quoi consiste cette pathologie ? L'otospongiose, aussi appelée otosclérose, touche 1 personne sur 1000, et concerne deux fois plus de femmes que d'hommes, on estime que deux femmes sont touchées pour un homme et que la pathologie se déclare à l'âge adulte, entre 20 et 40 ans. Il s'agit d'une maladie



dégénérative qui touche à l'os de l'oreille.

QUELS SONT LES SYMPTÔMES DE L'OTOSPONGIOSE ?

Comme Helena Merriman, les symptômes peuvent être la perte d'acuité auditive, comme l'explique le site Surdité Info Service. Mais cela peut aussi être accompagné d'acouphènes qui se présentent comme des bourdonnements. Il est aussi possible, dans de plus rares cas (10 à 20% environ) d'avoir des sensations de vertiges à cause

de la maladie. En général, cela concerne les deux oreilles.

D'OÙ VIENT CETTE MALADIE ?

L'otospongiose pourrait avoir des causes hormonales, plusieurs cas ont été liés à la grossesse : il n'est pas rare qu'elle se révèle ou s'aggrave à ce moment-là. Elle se développe progressivement et peut subir des à-coups, souvent dus à des facteurs hormonaux. Si aucun gène n'a été identifié, on estime que dans 50% des cas, la maladie se transmet dans la famille.

COMMENT FONCTIONNE-T-ELLE ?

L'otospongiose est une maladie qui touche les os de l'oreille. Le mécanisme osseux est perturbé par l'apparition de morceaux d'os de mauvaise qualité qui ne remplissent plus leur fonction. On parle de foyers otospongieux, qui peuvent se trouver à divers endroits, mais qui « le plus souvent prennent place sur l'étrier, dernier osselet de la chaîne ossiculaire de l'oreille moyenne, qui assure la jonction avec l'oreille interne via la fenêtre ovale », note Surdité Info Service. De fait, l'étrier devient ankylosé, il a plus de mal à effectuer le mouvement qui fait passer le son vers l'oreille interne, ce qui se traduit par une surdité dite de transmission.

COMMENT LA DIAGNOSTIQUER ?

La première étape consiste à observer ses symptômes, en cas de perte d'audition ou de vertiges, consultez un ORL. Ensuite, plusieurs options existent pour détecter l'otospongiose. On trouve l'otoscopie, un examen

clinique de l'oreille. Un examen audiométrique, qui permet d'évaluer le type de surdité. Et le scanner des rochers (les os du crâne au niveau de l'oreille).

COMMENT TRAITE-T-ON L'OTOSPONGIOSE ?

Trois approches existent pour traiter l'otospongiose. On peut opter pour des médicaments, comme du fluor, qui aide à renforcer les os, à éviter que les formations de mauvaise qualité ne s'étendent, mais qui ne permet pas de récupérer l'audition perdue. On peut opérer s'il ne s'agit que d'une surdité de transmission (concernant l'étrier, pas au stade le plus avancé de la maladie) : « Le principe est d'enlever l'étrier ankylosé et de le remplacer par une prothèse en téflon rattachée à l'enclume et assurant le même rôle que l'étrier, soit la stimulation mécanique de l'oreille interne via la fenêtre ovale », note Surdité info service. Enfin, on peut envisager un appareillage auditif évolutif en fonction du stade de la maladie.



Acné

Comment prendre soin de sa peau pour éviter les imperfections

Difficile de prendre soin de sa peau, et encore moins lorsqu'elle est réactive et sujette aux imperfections. Des soins existent pour purifier l'épiderme et éliminer les impuretés, mais attention, ces formules ne sont pas toujours idéales. Certaines décuplent complètement et agressent la peau. Résultat ? Pour se défendre, elle risque de produire beaucoup de sébum, qui en trop grande quantité, provoque des boutons d'acné. Il faut plutôt miser sur des soins aux actifs efficaces, mais aussi doux et respectueux de votre peau. En été, on sait qu'il faut privilégier les crèmes solaires non comédogènes, les soins hydratants ultra légers et qu'il faut se laver le visage très souvent pour éliminer le sel, le chlore de la piscine ainsi que les filtres UV, qui a tendance à boucher les pores et à engendrer des comédons comme des points noirs et des microkystes.

Mais en hiver, avec le froid,



les variations de température, l'exposition au vent et à l'humidité, la peau est une nouvelle fois fragilisée et les éruptions cutanées comme l'acné peuvent survenir. Les peaux sensibles risquent de rougir davantage et les peaux sèches deviennent encore plus sèches.

Pour prévenir ces tracasseries dont on se passerait volontiers, il existe plusieurs astuces à connaître.

Comment bien utiliser ses crèmes cet hiver ?

D'abord, on évite de se toucher le visage, pour éviter de déposer des bactéries sur la peau, mais aussi car les frottements peuvent

fragiliser l'épiderme. Ensuite, le site MDacne conseille de réduire la quantité et la fréquence de l'application d'une crème contre l'acné, qui peut assécher grandement l'épiderme, déjà elle-même asséchée par le froid. À l'inverse, il faut appliquer une quantité plus importante de soin

hydratant et ne pas hésiter à faire des masques ou des soins de nuit hydratants.

Il est aussi recommandé de miser sur des soins qui contiennent du peroxyde de benzoyle et de l'acide salicylique tout au long de l'année pour une peau plus nette, tout en complétant par l'application d'une crème solaire adaptée à votre problématique. Rappelons-le, une protection solaire quotidienne n'est pas réservée aux mois d'été, il faut en mettre toute l'année pour éviter l'accélération du vieillissement cutané. Vous pouvez aussi vous tourner vers le niacinamide, actif anti-imperfections aux vertus apaisantes.

Enfin, utilisez des nettoyants doux comme des mousses et non des gels, et ce une fois par jour, ce qui est largement suffisant. Quant au démaquillant, privilégiez des formules apaisantes adaptées, qui n'agressent pas le film hydrolipidique.

5 astuces pour rattraper un vêtement qui a rétréci au lavage

Qui n'a jamais lancé une machine sans lire les étiquettes des vêtements avant ? Résultat, votre pull en laine favori ou votre jean fétiche est désormais dix fois trop petit. Heureusement, certains trucs et astuces de grand-mère nous permettent de les sauver. Suivez le guide. Votre pull en laine est passé de la taille M à la taille enfant en sortant du lave-linge ? Vous trouvez que votre jean ou votre tee-shirt en coton a rétréci un peu ? Si l'on ne respecte pas toutes les indications de lavage, séchage et repassage, certains vêtements peuvent se déformer quitte à devenir plus petits. Plutôt que de céder à la panique et de vous débarrasser de vos pièces préférées, suivez nos astuces pour les récupérer.

Pourquoi mon vêtement a rétréci au lavage ?

Tous les textiles ne sont pas logés à la même enseigne. Si certaines fibres, sont susceptibles de rétrécir au lavage, d'autres le sont davantage lors du séchage voire lors du repassage. C'est pour cela qu'il est grandement recommandé de lire les étiquettes avant de lancer une machine. Sur celles-ci, il est précisé si le vêtement supporte ou non un lavage en machine, un séchage ainsi qu'un repassage. Ces mêmes

symboles nous donnent aussi des indications sur les températures à ne pas dépasser.

Quelles sont les matières susceptibles de rétrécir au lavage ?

Les vêtements en laine, en mohair et en cachemire peuvent être lavés en machine à condition d'appliquer le programme «linge délicat». Au-delà de 35 °C et avec un essorage trop puissant, le tissu est susceptible de rétrécir. Il est aussi recommandé de ne pas faire sécher la laine au sèche-linge mais plutôt à plat à l'air libre.

Le coton, le lin et le jean sont des matières dites fibres cellulosiques qui peuvent également rétrécir lors d'un lavage à trop haute température. Une fois sortis du tambour, ces tissus peuvent toutefois être détendus lors du repassage. Idem pour la soie de crêpes qui peut rétrécir au lavage mais retrouver une forme normale lors du repassage.

Plongez le vêtement rétréci dans de l'adoucissant

Versez deux bouchons d'adoucissant pour la laine dans une bassine d'eau tiède. Laissez tremper votre vêtement pendant une journée. Rincez, puis étendez-le sans l'essorer : cela risque d'abîmer les fibres synthétiques. Ce dernier retrouvera une forme plus ou moins correcte.



Pour Fabrice Rimbault, ingénieur textile au CTTN (Institut de recherche sur l'entretien et le nettoyage), cette astuce est loin d'être miraculeuse. «Un pull soumis à un fort retrait est irrécupérable. Même si l'idée de cette technique a du sens, son efficacité est quand même très limitée, elle peut fonctionner pour des pièces qui ont eu un léger feutrage», explique-t-il dans les colonnes de Madame Figaro.

Laissez-le tremper dans un mélange à base d'après-shampooing

On peut aussi offrir à notre vêtement un bain d'après-

shampooing. Le soin capillaire pourrait détendre les fibres du vêtement afin de lui redonner sa forme d'antan. Cette technique fonctionne aussi avec du shampooing pour bébé. Mais cela ne fonctionnerait que pour des pièces qui n'ont perdu que quelques centimètres. «L'après-shampooing va faire glisser l'écaillage et les fils ne vont donc plus s'accrocher les uns aux autres, ce qui va détendre le vêtement, mais ça ne fonctionnera que sur des pièces où les écailles ne sont pas trop accrochées entre elles», nuance l'expert.

Offre-lui un bain de vinaigre

blanc

Vous n'avez pas d'adoucissant ni d'après-shampooing sous la main ? Les techniques citées ci-dessus fonctionnent également avec du vinaigre blanc. Plongez votre pièce dans une bassine d'eau tiède et de vinaigre blanc, laissez poser quelques heures puis rincez à l'eau froide. Restez plus qu'à faire sécher à l'air libre sur un cintre. Seul bémol : l'odeur du vinaigre blanc sur le vêtement !

Repassez le vêtement

Certaines fibres rétrécissent au lavage et se détendent naturellement lors du repassage. C'est le cas notamment du denim, du coton, du lin ou encore de la soie de crêpes. Une fois secs, donnez-leur un coup de fer à repasser ou de steamer en étirant le tissu vers le bas. La chaleur lui permettra de retrouver sa forme initiale.

Déposez le vêtement chez le pressing

Pour certains tissus et dans certains cas, mieux vaut ne prendre aucun risque. Ainsi, si vous disposez d'un vêtement en viscose ou si le tissu est trop déformé, pensez à le confier au pressing local pour le récupérer. Certains professionnels disposent de matériels adéquats pour étirer les tissus. Reste plus qu'à croiser les doigts !



«Algérie», nouvel ouvrage sur l'histoire, la culture et le tourisme disponible en trois langues

Les éditions «Al Bayazin» ont publié dernièrement un ouvrage, richement illustré, restituant la richesse culturelle et touristique de l'Algérie et son histoire séculaire, et intitulé «L'Algérie», disponible en Arabe, en Français et en Anglais.

A la croisée des chemins entre le guide touristique et l'aperçu historique, cet ouvrage de 492 pages propose également un échantillon de la richesse et de la diversité culturelle de l'Algérie. L'ouvrage propose un survol de l'histoire de l'Algérie de la préhistoire à nos jours, en passant par l'époque des rois numides, l'avènement de l'Islam, la régence d'Alger, ou encore la terrible époque de la colonisation française et la résistance du peuple algérien contre l'occupation.

Les richesses naturelles et économiques du pays sont également présentées en plus de la diversité culturelle et de la liste des éléments matériels et immatériels du patrimoine algérien, inscrits sur les listes du patrimoine mondial de l'humanité.

La production culturelle algérienne foisonnante est également mise en avant dans cet ouvrage qui dédie de nombreux espaces aux pionniers et monuments de la littérature, du théâtre, du cinéma, de la musique, et des arts plastiques avec, en plus, une riche rubrique mettant en lumière l'artisanat, le bijoux et le costume traditionnel.

La plus grande partie du livre «Algérie», vise à faire découvrir aux lecteurs l'énorme potentiel touristique du pays par un aperçu



de chacune des villes et une présentation de ses principaux atouts, monuments, musées et traditions.

Des focus particuliers sont proposés sur les villes d'Alger, Oran, Tlemcen, Tiaret, Tipasa, Constantine, ou encore Sétif, avant que les nombreux contributeurs de l'ouvrage

n'emmenent leurs lecteurs dans un périple dans le grand sud algérien et ses richesses.

Le Tassili N'Ajjer, plus grand musée à ciel ouvert du monde et la Vallée du M'Zab, inscrits au patrimoine mondial de l'humanité, les Oasis du nord-Sahara, les zaouïa, ou encore le majestueux Ahaggar, avec

ses paysages lunaires et ses traditions, figurent dans ce chapitre conséquent qui montre un potentiel touristique des plus importants.

Spécialisé dans le guide touristique et le patrimoine matériel, «El Bayazin» a déjà édité des guides des villes d'Oran, Constantine, Mila et de Blida.

Cette maison d'édition avait également publié en 2018 une traduction du poème lyrique «Al Burda», composé au XIIIe siècle par Al Imam Sharafu-d-Din Al Bûsiri, ainsi qu'une traduction du sens des versets et annotations du noble Coran, cosignée par le théologien émérite Kamel Chekkat et le journaliste, écrivain et traducteur Messaoud Boudjenoun.

Une artiste saoudienne illustre la force et la persévérance des femmes saoudiennes dans ses toiles

Rings of Light est une exposition solo présentant 33 œuvres de l'artiste visuelle Tagreed al-Bagshi. Elle se tient à L'Art Pur Foundation à Riyad dans le cadre de la sixième édition de la Misk Art Week.

«Elle porte sur l'autonomisation des femmes saoudiennes», a expliqué Al-Bagshi à Arab News, en parlant de son exposition, qui documente ce que l'artiste décrit comme l'évolution rapide des femmes saoudiennes.

Dans Rings of Light, chacun des tableaux reflète une leur intérieure liée à l'expérience et à la croissance personnelles, certains représentant les défis de la pandémie de Covid-19 et d'autres les avancées passées et présentes des femmes saoudiennes.

«L'un des sujets sur lesquels j'ai travaillé était le début de

la pandémie de Covid-19», a mentionné l'artiste, décrivant comment elle a cherché à explorer le confinement et la solitude dans son art.

Une grande partie des œuvres d'Al-Bagshi traite de la situation des femmes saoudiennes dans le contexte des réformes du Royaume.

«L'autonomisation qui a eu lieu n'est pas insignifiante; les pouvoirs et les capacités qui ont été donnés aux femmes, ainsi que leurs réalisations et leurs honneurs pour la patrie, sont très importants», a souligné l'artiste.

«En effet, dans la période récente, la femme saoudienne nous a montré qu'elle est une figure honorable de la patrie. En même temps, nous la voyons capable d'être une mère, une épouse et une employée», a-t-elle ajouté.

Al-Bagshi a expliqué comment elle cherche à dépeindre la force, la réussite et la persévérance de la femme saoudienne dans toutes ses œuvres d'art à travers le symbole du lion. L'une de ses toiles, Gold Shine, représente un lion avec des ailes, prêt à s'envoler et à affronter les difficultés de la vie, tandis qu'une autre, Soft Power, montre sept femmes, habillées en noir, avec des lions devant elles.

Selon l'artiste, les femmes portent depuis toujours un lion en elles qui attend l'occasion de se révéler et de dévoiler sa puissance.

L'exposition a été organisée par Khariya Refaat, et lorsque les visiteurs se promènent dans la galerie, ils peuvent entendre une voix sur les haut-parleurs qui lit un texte écrit par l'artiste expliquant la signification des peintures.

Tagreed al-Bagshi, qui a



commencé à dessiner dès son plus jeune âge, a déjà travaillé avec le Misk Art Institute par le passé et estime que l'art joue un rôle majeur dans la transmission de messages et d'émotions qui restent gravés dans l'esprit des visiteurs. «L'importance de l'art et le public nombreux qui assiste aux

événements artistiques jouent un grand rôle dans le développement de la sensibilisation culturelle», a-t-elle affirmé.

Originaire d'Al-Ahsa, dans l'est de l'Arabie saoudite, Al-Bagshi organise des expositions solo à l'intérieur et à l'extérieur du Royaume depuis 2001.

Des tombes romaines datant d'environ 2 000 ans découvertes à Gaza

Des tombes romaines datant d'il y a environ 2 000 ans ont été une nouvelle fois exhumées dans le nord de la bande de Gaza, enclave palestinienne sous contrôle des islamistes du Hamas, a annoncé lundi le ministère local des Antiquités.

En début d'année, des ouvriers palestiniens avaient découvert une trentaine de tombes de l'époque romaine à Beit Lahia, sur le site d'un projet de construction financé par l'Égypte dans le cadre des efforts pour reconstruire Gaza après la guerre Hamas/Israël de

mai 2021.

Dans la foulée de cette découverte, une partie des travaux de construction avaient été interrompus et des recherches s'étaient poursuivies sur place ce qui a favorisé de nouvelles découvertes, a indiqué lundi Fazl al-Atal, le chef local de l'équipe de fouilles.

«Jusqu'à présent 51 tombes romaines datant du premier siècle après JC ont été trouvées», soit une vingtaine de plus qu'en début d'année, a-t-il ajouté. «Nous nous attendons à trouver au total entre

75 et 80 tombes», a souligné M. al-Atal, se félicitant de ces travaux sur ce «premier cimetière romain complet découvert à Gaza».

«Nous sommes dans la phase de documentation, de recherche et de protection du site. Notre but est de connaître (...) la cause des décès», a ajouté M. al-Atal.

Cette nécropole était adjacente à la ville romaine d'Anthédon, sur la route d'Ascalon, qui est aujourd'hui la ville israélienne d'Ashkelon, située à la sortie de l'enclave palestinienne sous blocus israélien.

Le site est «d'une grande importance et est considéré comme une extension du site de l'ancienne ville d'Anthédon, qui était un port de Gaza pendant les périodes grecque et romaine», a souligné le directeur général des Antiquités de la bande de Gaza, Jamal Abou Reda.

En Israël et dans les Territoires palestiniens, l'archéologie est un sujet sensible, de nombreuses découvertes ayant été instrumentalisées pour justifier ou étayer les revendications politiques de chacun des peuples.

Or si Israël dispose d'un arsenal d'archéologues qui rend compte d'un nombre impressionnant de trésors antiques, ce secteur reste largement en friche dans la bande de Gaza, un territoire pauvre où peu de spécialistes sont à pied d'oeuvre.

Outre la nécropole romaine, des mosaïques datant du Ve au VIIe siècle et une statuette en pierre vieille de plus de 4 500 ans, représentant le visage d'une déesse antique, ont néanmoins été découverts au cours de la dernière année à Gaza.



Mauritanie

Seb Toussaint, le pinceau qui sort des localités de l'oubli

L'artiste de 35 ans a posé ses pinceaux à Zaatar, quartier défavorisé de Nouakchott, la capitale mauritanienne.

Le muraliste franco-britannique Seb Toussaint couvre de blanc, le mur d'une baraque, qui sera ensuite départagée de larges espaces bleus et rose layette. Il y inscrira en arabe, le mot "Avenir".

Depuis 10 ans, il parcourt le monde. Son objectif, sortir de l'ombre les zones défavorisées, ou donner la parole aux laissés-pour-compte grâce aux fresques. C'est le projet «Share The Word», «Passe le mot.», inspiré en partie,

dit-il, par les épreuves de sa grand-mère sous l'Occupation allemande pendant la Seconde Guerre mondiale en Normandie.

Dans les pays visités, les propriétaires des murs choisissant souvent les mots mis en lumière. «Paix» ou «Amour» sont les mots les plus prisés par ses commanditaires. Et ses réalisations ont l'avantage d'être polyglottes.

«Parfois j'étais surpris dans certains pays de voir que le projet dans le quartier attirait des artistes qui sont venus au quartier pour, par exemple, tourner un clip de musique, ou pour faire un défilé de mode, et donc mettre un coup

de projecteur sur un quartier dont on ne parle jamais. Il y a eu des Street Art Tour, donc des tours du quartier avec un groupe de touristes, curieux d'art, qui s'organisaient par exemple dans un camp de réfugiés en Palestine, ou alors la municipalité à Katmandou qui a promis d'injecter de l'argent pour réparer les toits parce qu'on a mis un coup de projecteur sur un quartier qui était un petit peu oublié des gens et des médias locaux etc.», explique l'artiste.

Palestine, Népal, Mauritanie et autres, Seb Toussaint calcule avoir essaimé 222 apostrophes polychromes à travers le monde.

Et considère ses fresques comme un petit rayon de soleil pour des localités plongées dans l'oubli.

«Moi, tout ce que je peux apporter, c'est déjà de la couleur dans un environnement où il y en a très peu ; donc c'est toujours ça; et puis également, je crois que c'est des rencontres enrichissantes, tant pour moi d'apprendre sur les cultures locales, mais aussi pour les gens de rencontrer un étranger également.», explique Seb Toussaint.

Alerter sur le sort des populations marginalisées, un engagement de plus en plus reconnu par les bénéficiaires.

«Nous avons quelques soupçons

sur leur présence, mais très tôt, nous avons compris qu'ils étaient motivés par de bonnes intentions. Ils font du bon travail qui donne de la couleur au quartier ; et ils s'intègrent rapidement.», souligne Amar Mohamed Mahmoud, habitant de Zaatar.

Mais le métier n'est toujours pas sans danger. Partout, il peut y avoir un peu de réticence initiale.

Un membre de son équipe a été pris en otage pendant 24 heures et relâché contre rançon en Côte d'Ivoire.

Dans sa brochure annuelle, la banque américaine JPMorgan conseille de visiter le Grand Musée égyptien

Dans sa brochure annuelle, la banque américaine JPMorgan invite ses clients à visiter le Grand Musée égyptien. Cette publication est remise à la clientèle distinguée de cette banque dans le monde entier. Elle suggère des activités récréatives, artistiques et culturelles à pratiquer pendant les vacances. Elle met par ailleurs en évidence les attractions et

les lieux les plus attrayants du monde.

Parmi les nombreux lieux qui figurent dans la brochure de cette année, on trouve une photo du Grand Musée égyptien, qui ouvrira bientôt ses portes. De plus amples informations relatives à cette attraction sont également fournies. Le document précise que le musée consacré à

l'ancienne civilisation égyptienne présentera la collection intégrale de l'enfant roi Toutankhamon.

Le ministre égyptien du Tourisme et des Antiquités, Ahmed Issa, a salué la décision de la banque de conseiller à ses clients la visite de ce musée, qui s'imposera comme l'un des plus importants établissements de ce type dans le monde.

Le ministre a déclaré que la date d'ouverture du musée serait annoncée dans les plus brefs délais. Il a précisé que des rois, des présidents et de hauts fonctionnaires du monde entier assisteront à son inauguration.

Soha Ali, PDG de la JPMorgan Bank en Égypte et en Afrique du Nord, vient de rencontrer M. Issa. Elle a remercié à cette occasion

le ministère du Tourisme et des Antiquités pour la coopération dont il a fait preuve et pour les informations et les photographies relatives au musée qu'il a fournies.

La JPMorgan Bank, le plus important établissement bancaire aux États-Unis et l'un des plus grands du monde, publie sa brochure une fois par an.

Absents depuis 2019, les super-héros de Marvel de retour en Chine

Les super-héros de Marvel ont fait leur retour sur grand écran en Chine mardi après près de quatre ans d'absence, avec le film «Black Panther: Wakanda Forever».

Les films des studios Marvel, propriété du géant américain Disney, avaient disparu des salles obscures chinoises après la sortie en juillet 2019 de «Spider-Man: Far from Home».

La Chine n'autorise chaque année la diffusion en salles que de quelques dizaines de long-métrages étrangers.

Pour les méga-productions de Marvel, immensément populaires dans le pays asiatique, ce marché est crucial: la diffusion dans les cinémas chinois du premier film de la série Black Panther avait généré 105 millions de dollars.

«Je suis toute excitée», a confié une spectatrice faisant la queue lundi soir à Shanghai, pour la première du film programmée à minuit.

«J'avais dû utiliser les sites de streaming pour regarder les



deux films précédents (...) mais j'espère que je pourrai regarder les films Marvel plus souvent en salle à partir de maintenant», a-t-elle ajouté, ne donnant que son nom de famille, Chen.

La fin de cet apparent blocage des films Marvel en Chine survient alors que le pays vient de lever ses restrictions sanitaires anti-Covid, qui ont porté un coup dur aux lieux de divertissement dans le pays.

«A cause du Covid, ça fait vraiment longtemps qu'on n'est pas allé au cinéma», raconte Kun, 25 ans, employé d'un hôpital venu voir le film avec des amis.

«On doit travailler demain mais l'opportunité est tellement rare qu'on est venu».

Lin Fan, venue avec son fils de 13 ans, Jiang Xiaoyi, se réjouit de renouer avec une tradition familiale: «(Xiaoyi) a toujours été un fan de Marvel, et pendant la série des Avengers, on allait toujours voir la première à minuit».

Prochaine étape pour les fans chinois: la sortie, le 17 février, de «Ant-Man et la Guêpe: Quantumania».

Les autorités chinoises n'ont jamais expliqué pourquoi les films Marvel avaient soudainement disparu des écrans depuis 2019.

Pendant cette période, Disney avait refusé d'obéir aux censeurs qui réclamaient le retrait de toute référence à des relations homosexuelles dans les films

Marvel, notamment «Les Eternels» en 2021 et «Doctor Strange in the Multiverse of Madness» en 2022.

Mais le géant américain a aussi été accusé de trop collaborer avec Pékin.

Des appels au boycott, notamment en Occident, avaient été lancés contre sa nouvelle version de «Mulan», car certaines scènes avaient été tournées dans la région du Xinjiang, longtemps frappée par des attentats meurtriers et où la campagne sécuritaire chinoise est accusée de violer les droits humains de la population musulmane.

Deux épisodes des «Simpsons» ont quant eux été retirés du service de streaming Disney+ à Hong Kong. L'un d'eux faisait référence à la répression des manifestations de Tiananmen en 1989 et l'autre évoquait des «camps de travail forcé» en Chine.

George Clooney réalisera le remake du «Bureau des Légendes»

L'acteur et réalisateur George Clooney réalisera le remake américain du «Bureau des Légendes», rebaptisé «The Department», ont annoncé lundi la chaîne payante américaine Showtime et les producteurs français de la série originale.

Ce «thriller d'espionnage sera ancré dans le monde des services secrets américains et le contexte géopolitique récent, en puisant largement dans les témoignages d'anciens agents de la CIA», précisent dans un communiqué les co-producteurs français TOP et Federation Studios aux origines de la fiction. La production est prévue en 2023.

George Clooney sera aussi un des

co-producteurs de la série aux États-Unis.

«On ne pouvait rêver plus belle affiche que George Clooney et Showtime pour la version nord-américaine du «Bureau des Légendes», commente Guillaume Pommier, responsable de Federation dans ce communiqué.

«La passion et l'ambition que nous partageons avec eux pour cette série incroyable, associée à la force de frappe de Showtime va faire des miracles pour amener «The Department» au public international», poursuit-il.

Aucune indication n'a été donnée sur la distribution américaine.

La série-star de Canal+ a été vendue dans plus de 100 pays et louée par la DGSE (services de



renseignements français, où évoluent les personnages) elle-même pour son réalisme.

Le réalisateur français Éric Rochant («Les Patriotes») en fut le «showrunner» (auteur-producteur) depuis la première diffusion en 2015, avant, pour le final de la 5e et dernière saison en 2020, de passer la main à Jacques Audiard, réalisateur d'«Un prophète» et des «Frères Sisters».

Cette série a suivi les pas de ces agents français sous couvertures à l'étranger (les fameuses «légendes», fausses identités soignées) autour d'un personnage central, Malotru, interprété par le comédien français Mathieu Kassovitz.

Footlab, la plate-forme high-tech de Cristiano Ronaldo, sera lancée en Arabie saoudite

La société saoudienne de divertissement Confrontation Entertainment a conclu un accord de franchise exclusif avec Footlab, fruit d'un partenariat entre Cristiano Ronaldo et Rui Costa.

Footlab, projet issu d'une coopération entre les légendes du football portugais par l'intermédiaire de l'entreprise technologique de Ronaldo, 7EGEND, est parti de l'idée de donner vie à un mélange d'e-gaming, de football réel et de technologie. Son siège social est situé à Lisbonne, au Portugal, et il a ouvert ses portes en 2018.

La plate-forme permet aux joueurs de s'entraîner, de participer à des compétitions et de suivre les données relatives à leurs performances en temps réel dans les différentes stations du parc, qui sont toutes connectées dans un écosys-

tème numérique.

Footlab a été conçu en pensant à la prochaine génération de joueurs de football, fournissant aux joueurs et aux entraîneurs les outils dont ils ont besoin pour mesurer et suivre les performances en temps réel et utiliser ces informations pour créer un développement personnalisé.

La technologie sur laquelle elle repose a été développée en interne par Sports Scientists, une équipe d'ingénieurs logiciels et matériels, de designers UX, et d'experts en intelligence artificielle et en données, afin de proposer la première expérience de football au monde basée sur les données.

Luis Parafita, PDG mondial de Footlab, a exprimé sa gratitude pour l'entrée de la plate-forme sur le marché saoudien grâce à cet accord: «Le sport

fait partie intégrante de la Vision 2030 transformatrice de l'Arabie saoudite, et nous sommes reconnaissants pour le soutien inconditionnel de nos partenaires. De plus, le moment est idéal pour lancer Footlab dans tout le Royaume, étant donné que Cristiano se trouve ici et que le monde entier s'intéresse à ce qui nous attend.»

«Footlab aspire à changer le jeu dans le royaume d'Arabie saoudite à travers des installations d'élite et un personnel d'encadrement dédié à l'analyse et au développement des joueurs, donnant aux équipes et aux groupes d'amis les moyens de relever des défis, de tester et d'améliorer leurs compétences cognitives, physiques et techniques», a-t-il souligné.

Selon Ahmad Madani, PDG de Confrontation Entertain-



ment, la croissance du secteur du sport et du divertissement en Arabie saoudite fait de cette période un moment idéal pour introduire des projets innovants tels que Footlab sur le marché.

Il a ajouté que ce partenariat s'inscrivait dans le cadre du

programme «Qualité de vie», l'un des projets de la Vision 2030 «qui encourage le secteur privé à contribuer au développement du secteur du divertissement et du sport en proposant plein de nouvelles expériences qui contribuent à améliorer la qualité de vie».

Un mois avant les étoiles, le Michelin met en lumière des adresses abordables



Le guide Michelin a publié lundi une sélection de 49 adresses «bons plans»,

soit des restaurants à prix abordables, où les inspecteurs aiment amener «leurs

familles», un mois avant de décerner ses étoiles.

Traditionnellement, cette distinction créée en 1997 était dévoilée au même moment que les nouveaux étoiles.

«On voulait leur donner la part de lumière nécessaire pour qu'ils aient la visibilité qu'ils méritent», a déclaré le directeur des guides Michelin Gwendal Poullennec.

Cette année, la grande cérémonie du guide rouge aura lieu à Strasbourg le 6 mars.

Avec un prix maximum au-

tour de 40 euros par personne en France, les adresses de cette sélection garantissent «un juste prix et une grande attention à la qualité» de l'assiette, a souligné Gwendal Poullennec.

Il s'agit soit aussi bien des cuisines de terroir que des cuisines métissées (franco-tunisienne) ou d'influences étrangères (mexicaine, coréenne) faites avec des produits locaux, a-t-il ajouté.

«Ce sont les adresses où les inspecteurs aiment revenir lorsqu'ils cherchent à se faire

plaisir eux-mêmes où ils sont en famille ou en déplacement», a-t-il fait valoir.

Ils y accordent «une attention toute particulière parce que faire de l'excellence gastronomique c'est une chose et faire très bien à des prix maîtrisés, c'est honnêtement une performance».

Cette distinction «résonne tout particulièrement dans le contexte actuel où il y a une tendance inflationniste assez importante», a-t-il conclu.

Saïd Chanegriha effectue une visite de travail et d'inspection au siège du Commandement des Forces Aériennes

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a effectué, mardi, une visite de travail et d'inspection au siège du Commandement des Forces Aériennes, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de ses visites aux différentes composantes de l'Armée nationale populaire, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire a effectué, ce mardi 04 avril 2023, une visite de travail et d'inspection au siège du Commandement des Forces Aériennes», précise le communiqué, soulignant que cette visite qui coïncide avec le mois sacré du Ramadan, s'inscrit dans le cadre de l'«intérêt permanent qu'accorde le Haut Commandement de l'ANP à la consécration de la communication directe avec les personnels et à la prise en compte de leurs préoccupations professionnelles».

Après la cérémonie d'accueil, le Général d'Armée a observé, en compagnie du Général-Major Mahmoud Laraba, Commandant des Forces Aériennes, «un moment de recueillement à la mémoire du martyr et héros +Amirouche Aït Hamouda+, Commandant de la Wilaya III historique, dont le siège du Commandement porte son nom, et déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha à sa mémoire et à celle de nos valeureux Chouhada».

A l'entame, le Général d'Armée a tenu une rencontre avec les cadres et les personnels du Commandement des Forces Aériennes, où il a prononcé une allocution d'orientation, suivie par les personnels relevant des unités des Forces aériennes via le système de visioconférence, à travers laquelle il a souligné que «le Haut Commandement de l'ANP œuvre en permanence à allier le facteur humain, qualifié et compétent, aux équipements et aéronefs modernes, dotés de systèmes d'armes à la pointe de la technologie», indique le communiqué.

«Nous avons, à maintes occasions, mis l'accent sur le fait que le facteur humain constitue, en grande partie, la base de tout succès et de toute réussite et que quelle que soit l'importance du niveau technique et technologique des équipements et des différents systèmes d'arme, le facteur déterminant réside dans l'exploitation judicieuse des matériels mis en dotation», a déclaré le Chef d'Etat-Major de l'ANP.

A ce titre, «notre objectif principal est d'allier le facteur humain, qualifié et compétent, aux équipements et aéronefs modernes, dotés de systèmes d'armes à la pointe de la technologie», a-t-il ajouté, relevant que «c'est dans le cadre de cette vision rationnelle et méthodique que s'inscrit la préparation de nos Forces aériennes pour assumer leurs responsabilités professionnelles avec le savoir-faire requis, le professionnalisme qu'exigent le caractère



et le rôle vital de l'arme de l'aviation dans la bataille moderne, ainsi que l'engagement et l'honneur d'appartenir à l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale». Le Général d'Armée a également salué les aviateurs des Forces Aériennes et les membres de leurs équipages, qui ont été honorés par le président de la République, pour «les grandes performances et l'habileté dont ils ont fait montre lors de l'accomplissement des différentes missions assignées».

«L'optimisation de la performance opérationnelle de nos Forces aériennes, constitue une exigence que les personnels relevant de cette Arme doivent, chacun selon son poste et domaine de compétence, s'efforcer de concrétiser et de considérer comme priorité absolue. Ils doivent, ainsi, faire preuve davantage de dévouement pour parvenir à un contrôle total de notre espace aérien tout en s'adaptant, en permanence, aux évolutions des guerres modernes marquées par l'emploi grandissant de drones en tout genre», a-t-il noté.

«A cette occasion, je ne manquerai pas de saluer nos pilotes et les membres de leurs équipages, qui ont été honorés récemment

par Monsieur le président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, pour les grandes performances et l'habileté dont ils ont fait preuve lors de l'accomplissement des différentes missions assignées», a déclaré le Général d'Armée.

Le Général d'Armée a écouté, par la suite, les interventions et propositions des cadres et des personnels qui, à cette occasion, ont réitéré leur loyauté indéfectible à leur patrie l'Algérie, indique le communiqué du MDN. A l'issue, il a suivi un exposé exhaustif présenté par le Commandant des Forces aériennes, portant sur les différentes activités ayant trait à «l'état d'avancement de l'exécution du plan de développement des Forces aériennes».

A ce titre, le Chef d'Etat-Major de l'ANP a donné une série d'instructions portant notamment sur l'«impératif de poursuivre les efforts de préparation au combat pour les unités et les personnels, et ce conformément aux plans et programmes établis, tout en veillant à la maintenance périodique et à la parfaite exploitation des aéronefs et moyens majeurs en dotation», conclut le communiqué du MDN.

14 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Quatorze (14) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'opérations distinctes, durant la période du 29 mars au 4 avril, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté 14 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'un (01) fusil mitrailleur de type FMPK a été saisi à l'issue d'une opération de fouille à Tamanrasset», précise la même source.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays», des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers

les Régions militaires, 44 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de grandes quantités de drogues provenant des frontières avec le Maroc, s'élevant à 4 quintaux et 60 kilogrammes de kif traité, et saisi 28.907 comprimés psychotropes».

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Tindouf et Djanet, des détachements de l'ANP «ont intercepté 174 individus et saisi 22 véhicules, 147 groupes électrogènes, 45 marteaux piqueurs, 1 détecteur de métaux, 66 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, alors que 8 autres individus ont été arrêtés, et 10 fusils de chasse et 1 pistolet automatique, des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à 66 tonnes et 3.000 unités de différents articles pyrotechniques ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national».